

#Baromètre Numérique 2026

La voix de la
population suisse

Une initiative de

RISIKO_DIALOG

en partenariat avec

la Mobilière digitalswitzerland 

Mentions légales

www.digitalbarometer.ch

Éditrice

Fondation Risiko-Dialog

Zweierstrasse 25

CH-8004 Zürich

+41 (0)58 255 25 70

info@risiko-dialog.ch

www.risiko-dialog.ch

Équipe de projet

Daniela Ramp (Risiko-Dialog)

Anna-Lena Köng (Risiko-Dialog)

Stella Harper (Risiko-Dialog)

Matthias Holenstein (Risiko-Dialog)

Graphisme e illustrations

www.sechstagerwerk.ch

Infographies

www.studiotanner.ch

Certaines parties de ce rapport
ont été rédigées à l'aide de l'IA.

Risiko-Dialog est responsable
du contenu.

Mai_2026

1_Introduction

Page 9

2_Suisse numérique: forces, faiblesses et tendances

Page 12

3_Les compéten- ces numériques au centre de l'attention

Page 21

4_La Suisse face aux dilemmes numériques

Page 35

5_Monde numé- rique: confiance et responsabilité

Page 44

6_Conclusion

Page 55

7_Méthode

Page 59

Risiko-Dialog

En tant que «think and do tank» indépendant, nous poursuivons la vision d'une société durable, capable de gérer les risques et de saisir les opportunités. Dans le cadre de notre axe thématique «Numérisation et société», nous nous penchons sur la question de savoir comment réussir la transformation numérique, entre opportunités et dangers, en collaboration avec les citoyens. Risiko-Dialog soutient le dialogue sur la numérisation, développe et accompagne des approches participatives, créatives et ancrées dans la réalité, et les transpose dans la société pour leur mise en œuvre. Depuis sa création en 1989, Risiko-Dialog a pour objectif d'améliorer, en collaboration avec le grand public, l'économie, la science, la politique, les autorités et d'autres acteurs, la capacité individuelle et collective à gérer les opportunités et les risques.

www.risiko-dialog.ch

La Mobilière

En tant que coopérative, la Mobilière s'engage en faveur de la société. Par ses engagements et ses partenariats, elle renforce la prévention et la résilience, dans le but de promouvoir une société tournée vers l'avenir. La Mobilière soutient ainsi, entre autres, la capacité d'innovation des PME et la recherche, par exemple à l'EPFL, sur les interactions numériques responsables. La Mobilière soutient le BaromètreNumérique depuis 2019 et contribue à mieux comprendre les évolutions sociétales dans le contexte de la numérisation et à les façonner de manière responsable.

La Mobilière, plus ancienne compagnie d'assurance privée de Suisse, fête en 2026 son 200e anniversaire sous la devise «Ensemble, c'est mieux». En Suisse, un ménage sur trois et une entreprise sur trois y sont assurés. Grâce à son réseau de 80 agences générales présentes sur 160 sites, elle assure proximité et ancrage régional.

www.mobiliere.ch/a-propos/engagement-durabilite/engagement-societal

digitalswitzerland

En tant qu'organisation faitière de la numérisation, digitalswitzerland rassemble les forces de l'économie, de la science, de la société civile et des autorités afin de faire avancer la transformation numérique de manière responsable.

Notre mission est de faire de la Suisse un pôle économique numérique florissant, garantissant à tous une qualité de vie élevée. Nous sommes convaincus que l'IA et les données sont les catalyseurs de la prochaine ère de prospérité en Suisse. Notre engagement consiste à aider la Suisse à exploiter les opportunités numériques de manière responsable et à façonner un avenir prospère. Construire une nation numérique de premier plan fondée sur les valeurs suisses: ouverture, coopération, confiance et fiabilité fondée sur des règles.

www.digitalswitzerland.com

Remerciements

L'équipe de la Fondation Risiko-Dialog remercie la Mobilière, qui, dans le cadre de son engagement social, a soutenu et rendu possible la mise en place du pôle «Numérisation et société» et, par conséquent, le Baromètre Numérique.

Nous remercions également l'association digitalswitzerland, nouvelle partenaire du Baromètre Numérique 2026, pour sa contribution stratégique et thématique.

Nous remercions tout particulièrement les expert·e·s qui ont analysé et approfondi avec nous certains résultats:

Alexander Finger (SAP), Astrid Strahm (Administration numérique Suisse), Beat Fluri (Adnovum), Christian Laux (Swiss Data Alliance), David Sommer (Société numérique), Dimitri Besnard (canton de Vaud), Erica Dubach Spiegler (canton de Zürich), Estelle Pannatier (AlgorithmWatch), Jean-Luc Beuchat (Swiss Digital Center), Jérôme Berthier (Deeplink.ai), Laetitia Ramenet (TA-Swiss), Marc Holitscher (Microsoft), Marie-Laure Gallez (Innovaud), Olivier Crochat (Center for Digital Trust (C4DT), EPFL), Pascal Marmier (Unlimitrust Campus by SICPA), Sandro Scalco (Fondation pour la démocratie directe), Sascha Schneider (Université de Zürich), Susanne Schumacher (Haute école des arts de Zurich) et Sarah Dégallier Rochat (Haute école spécialisée bernoise).

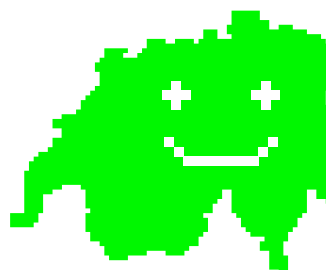
Nous remercions YouGov, Studio Tanner, Sechstageswerk et GoEast pour leur soutien opérationnel.

L'essentiel en bref

Dans le BaromètreNumérique 2026, la Fondation Risiko-Dialog, en partenariat avec la Mobilière et digitalswitzerland, examine les perceptions et les besoins de la population suisse dans différents domaines de la numérisation. Les principaux résultats des thèmes abordés cette année sont présentés ci-dessous:

Suisse numérique: forces, faiblesses et tendances

Comme l'année précédente, les principales forces perçues sont l'infrastructure numérique (58 %), la recherche scientifique (49 %) et la capacité d'innovation de l'économie (45 %). Les principales faiblesses perçues demeurent également, en particulier l'indépendance numérique de la Suisse (46 %). Par rapport à 2025, on observe toutefois des changements: la prise en charge des personnes qui ne parviennent pas à suivre le rythme de la numérisation (2026: 46 % contre 2025: 58 %) ainsi que l'engagement de la politique et de l'administration (2026: 30 % contre 2025: 45 %) sont nettement moins souvent perçus comme des faiblesses. Parallèlement, un changement de sentiment se dessine: la perception majoritairement positive de la numérisation depuis 2020 s'estompe, notamment en ce qui concerne les répercussions sociales, qui sont pour la première fois plus souvent jugées négatives que positives (41 % négatives contre 34 % positives). Dans le contexte de l'intelligence artificielle, on observe une attitude prudemment optimiste: 48 % s'attendent à ce que ses opportunités l'emportent au cours des cinq prochaines années, avec toutefois des différences marquées selon la région, l'âge et le secteur d'activité.





Les compétences numériques au centre de l'attention

Le BaromètreNumérique 2026 continue de mettre en évidence une fracture numérique marquée: 38 % de la population ne dispose pas des compétences numériques de base. Les personnes sans formation postobligatoire (66 %), celles en situation de pauvreté (53 %) ainsi que les personnes très âgées (52 %) sont particulièrement touchées. Dans le même temps, on observe une transformation profonde des pratiques numériques quotidiennes, qui se reflète également dans les niveaux de compétences numériques de base. Pour la première fois cette année, les compétences en IA ont été évaluées selon trois dimensions, sur la base d'auto-évaluations. Il en ressort qu'une grande partie de la population (80 %) semble capable de réfléchir de manière nuancée, à un niveau global, aux opportunités et aux risques sociaux liés à l'IA. Environ neuf personnes sur dix déclarent par exemple reconnaître l'influence de l'IA sur les processus sociaux et considèrent qu'il est important de l'utiliser de manière responsable. Dans le même temps, seules 52 % s'informent activement sur les nouvelles évolutions. C'est dans la détection des fraudes liées à l'IA que l'on constate le plus grand déficit. Près de la moitié (51 %) déclarent ne pas savoir où l'IA est actuellement utilisée de manière ciblée à des fins frauduleuses. De plus, 74 % s'attendent à ce que l'IA affaiblisse le travail créatif.

La Suisse face aux dilemmes numériques

La population suisse s'exprime clairement sur les dilemmes numériques. Une nette majorité de la population (69 %) se prononce en faveur de règles plus strictes contre la désinformation et les contenus incitant à la haine, même si cela implique des restrictions à la liberté d'expression. Les générations plus âgées, en particulier, soutiennent nettement plus ces mesures que les groupes plus jeunes. Des différences apparaissent également au niveau régional et politique.



À la question de savoir si la Suisse se prononce plutôt en faveur d'une participation active à la conception de nouvelles technologies telles que l'IA ou d'une attitude prudente consistant à attendre et observer, une nette préférence se dessine en faveur de la participation active: 59 % sont favorables à une promotion précoce et stratégique des nouvelles technologies telles que l'IA, tandis que 35 % préfèrent une approche attentiste. En matière de protection des données également, les priorités sont clairement établies: 76 % accordent plus d'importance à la protection des données personnelles qu'au confort d'utilisation des applications numériques (18 %)



Monde numérique: confiance et responsabilité

La population attribue un fort capital de confiance à un éventuel label d'origine pour les services numériques: 83 % des personnes interrogées indiquent qu'un label «Made in Switzerland» renforcerait leur confiance, alors que ce chiffre tombe à 53 % pour le label «Made in EU». De manière générale, on constate que l'État inspire davantage confiance que les entreprises privées pour le développement d'applications numériques sensibles. Ainsi, 56 % des personnes interrogées font confiance à l'État pour le développement et la mise à disposition de l'E-ID, tandis que seulement 18 % font confiance aux prestataires privés. Des tendances similaires se dessinent pour d'autres services publics numériques. De même, lorsqu'il s'agit de déterminer qui doit assumer la responsabilité de technologies numériques sûres et responsables, l'État est davantage mis en avant: 38 % des personnes interrogées considèrent que c'est à lui qu'incombe la responsabilité principale. On observe toutefois des différences régionales marquées: ce chiffre est de 49 % en Suisse romande et de 34 % en Suisse alémanique. Les entreprises sont relativement rarement citées comme principales responsables (18 %).

1_Introduction

La numérisation amplifie les opportunités et les risques dans un monde de plus en plus complexe – comment la population vit-elle cette transformation?

La transformation numérique modifie les structures fondamentales aux niveaux social, économique et étatique: elle façonne notre façon de communiquer, de travailler et d'apprendre, pose de nouveaux défis aux entreprises et offre des opportunités grâce à des modèles commerciaux basés sur les données, de nouvelles formes de collaboration au sein de la société civile ou des processus d'automatisation. Cela se produit à une époque marquée par des crises simultanées qui se renforcent mutuellement – de la crise climatique aux tensions géopolitiques en passant par les risques de sécurité mondiaux. Dans ce contexte complexe, la numérisation s'avère être un facteur ambivalent: d'une part, elle peut apporter des solutions, par exemple grâce à une utilisation plus efficace des ressources ou à de nouvelles formes de résilience, mais d'autre part, elle crée elle-même de nouveaux défis, tels que l'augmentation de la consommation d'énergie, les cybermenaces ou le risque de polarisation sociale. Parallèlement, l'État est appelé à fournir des infrastructures numériques fiables et sécurisées et à mettre en place un cadre réglementaire adapté.

Les progrès fulgurants dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) ouvrent en outre la voie à des thèmes tout à fait nouveaux, notamment des questions relatives à la prise de décision automatisée, à la génération de contenus, à la concentration des données et du pouvoir, ainsi qu'au rôle de la confiance dans les systèmes algorithmiques. Les concepts de souveraineté numérique et d'autodétermination numérique sont essentiels pour appréhender ces évolutions: alors que dans le présent rapport, nous utilisons l'expression «souveraineté numérique», en référence à la définition du Conseil fédéral, pour désigner la capacité de l'État à agir et à façonner l'espace numérique, nous employons l'expression «autodétermination numérique» dans le contexte de l'économie et des individus. Ceci lorsqu'il s'agit d'utiliser et de développer les technologies numériques de manière compétente, sûre et autonome. Ces deux concepts sont étroitement liés: la souveraineté de l'État présuppose des compétences numériques au sein de la population et de l'économie, tandis que l'autodétermination individuelle dépend d'un État capable d'agir et doté d'un cadre réglementaire clair.

Cette interaction apparaît particulièrement clairement au regard des évolutions géopolitiques et sécuritaires: les systèmes d'IA influencent de plus en plus les processus démocratiques et la cohésion sociale, par exemple par la désinformation ou l'influence ciblée sur la formation de l'opinion publique. La capacité à comprendre ces mécanismes, à évaluer les contenus de manière critique et à utiliser des sources fiables n'est donc pas seulement l'expression de l'autodétermination individuelle et de l'autodétermination organisationnelle, mais aussi une contribution essentielle à la souveraineté numérique et à la sécurité nationale. Parallèlement, l'autodétermination numérique permet de gérer les dépendances vis-à-vis de certains fournisseurs technologiques mondiaux, de prendre ses propres décisions et de garder le contrôle de ses données et des processus numériques qui y sont liés.

Dans un contexte où les évolutions technologiques progressent plus rapidement que les processus de négociation au sein de la société, il devient de plus en plus important de faire régulièrement le point sur la situation. Le BaromètreNumérique met en lumière les perceptions, les attentes et les besoins d'action, et offre une base pour le développement ciblé des compétences et des conditions-cadres au sein de l'État, de l'économie et de la société.

La 7^e édition du BaromètreNumérique repose sur un sondage représentatif de la population suisse, complété par des ateliers qualitatifs. Elle se concentre sur la perception globale de la numérisation en Suisse dans une perspective chronologique, les compétences numériques (y compris les compétences en IA), les dilemmes numériques ainsi que les questions de confiance et de responsabilité. Le BaromètreNumérique sert ainsi d'instrument de mesure et de guide pour le développement d'offres spécifiques là où un besoin d'action concret se fait sentir.

2_Suisse numérique: forces, faiblesses et tendances

Où la population voit-elle les forces et les faiblesses de la Suisse dans la transformation numérique, et comment ces perceptions ont-elles évolué ces dernières années? Comment perçoit-elle l'influence de la numérisation sur sa vie, la société et l'économie?

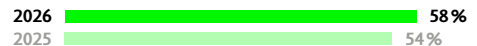
La numérisation touche tous les domaines de la vie. Dans ce contexte, nous étudions chaque année la perception générale des forces et des faiblesses de la Suisse dans la transition numérique, ainsi que l'évaluation des opportunités et des risques pour la vie individuelle, économique et sociale. Ces attitudes sont recensées depuis 2020, ce qui permet non seulement de dresser un tableau actuel de l'opinion publique, mais aussi de décrire les évolutions et les changements dans la perception de la population au fil du temps.

Signaux positifs: meilleures évaluations pour la politique et l'administration

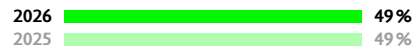
Top 3 des forces perçues de la Suisse dans le contexte de la numérisation



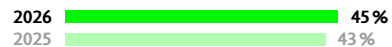
Infrastructure numérique



Recherche scientifique dans le domaine de la numérisation



Capacité d'innovation de l'économie dans le domaine de la numérisation



Top 3 des faiblesses perçues de la Suisse dans le contexte de la numérisation



L'indépendance numérique de la Suisse



Accompagnement des personnes qui ne parviennent pas à suivre le rythme de la numérisation



Engagement politique dans le domaine de la numérisation



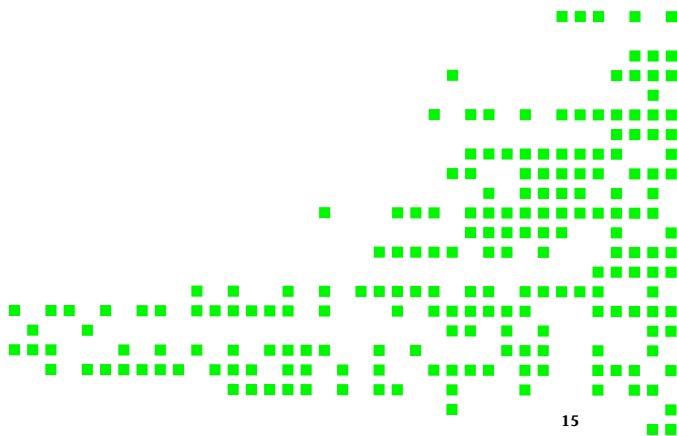
Un aperçu des forces et faiblesses perçues de la Suisse dans le contexte de la numérisation montre que la population continue de considérer l'infrastructure numérique, la recherche scientifique et la capacité d'innovation de l'économie comme les trois principales forces de la Suisse dans ce domaine. Les trois principales faiblesses perçues – l'indépendance numérique de la Suisse, la prise en charge des personnes qui ne parviennent pas à suivre le rythme de la numérisation, ainsi que l'engagement politique dans le domaine de la numérisation – restent également inchangées. Par rapport à 2025, on observe toutefois des changements notables dans les domaines de la politique et de l'administration: La population perçoit nettement moins souvent comme une faiblesse la prise en charge des personnes qui ne parviennent pas à suivre le rythme de la numérisation (46 % contre 58 % l'année précédente), tout comme l'engagement politique dans le domaine de la numérisation (30 % contre 45 % l'année précédente). L'évaluation des prestations numériques des autorités (non représentée dans le graphique, car ne figurant pas dans le top 3 des mentions) montre également une évolution positive: alors qu'une majorité de la population considérait encore l'administration numérique comme une faiblesse en 2025, elle la considère désormais majoritairement comme une force en 2026: 41 % de la population la place parmi les trois principales forces – elle se situe ainsi juste derrière la troisième place des forces perçues. La perception de l'engagement politique et administratif de la Suisse s'est donc nettement améliorée en l'espace d'un an.

Alors que la perception de l'engagement de la politique et de l'administration dans le domaine de la numérisation est en pleine mutation, l'indépendance numérique de la Suisse reste, avec 46 % (contre 43 % l'année précédente), l'une des deux principales faiblesses perçues. La population semble porter un regard de plus en plus critique sur la capacité du pays à concevoir et à exploiter de manière autonome des systèmes, des infrastructures et des services numériques en toute sécurité. Cela pourrait s'expliquer d'une part par une sensibilisation croissante à des thèmes tels que la protection des données, mais aussi par une prise de conscience accrue des dépendances vis-à-vis des fournisseurs de technologies étrangers et de la sécurité des infrastructures numériques.

La numérisation et son impact social: le vent tourne

La perception majoritairement positive de la numérisation sur la vie personnelle, la société dans son ensemble et l'économie, observée depuis 2020, est en baisse. Il est particulièrement frappant de constater que, pour la première fois, l'influence de la numérisation sur la société est plus souvent perçue comme négative que comme positive (41 % de réponses négatives contre 34 % de réponses positives). L'année dernière déjà, le BaromètreNumérique montrait que deux tiers de la population (66 %) percevaient la cohésion sociale comme menacée dans le contexte de la numérisation (Risiko-Dialog, 2025). Ces résultats montrent clairement que les changements profonds induits par la transformation numérique sont perçus comme un défi par l'ensemble de la société. Des facteurs tels que l'évolution rapide des technologies, les dangers liés à la diffusion de fausses informations, l'influence des médias numériques sur la santé mentale ainsi que la dépendance vis-à-vis des grandes entreprises technologiques contribuent peut-être à ce que les effets négatifs de la numérisation soient clairement perçus au sein de la société.

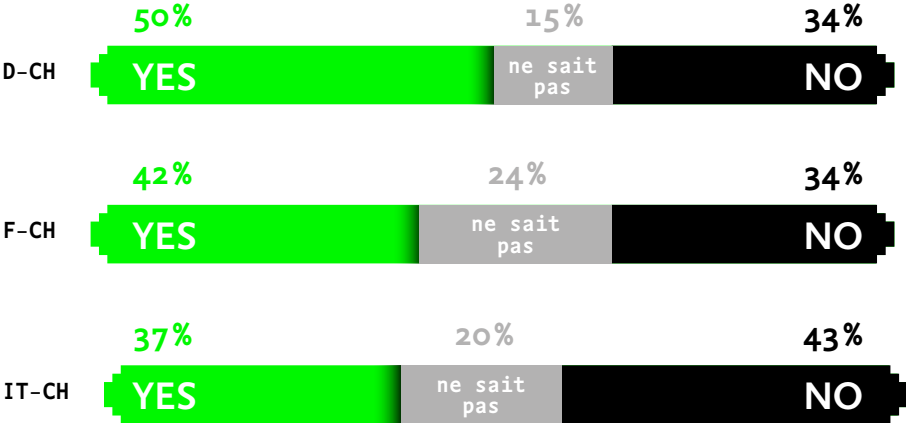
Les résultats du BaromètreNumérique 2026 montrent en outre clairement que cette perception est liée au sentiment personnel de pouvoir suivre le rythme de la numérisation: les personnes qui pensent ne pas pouvoir suivre le rythme perçoivent la numérisation de manière nettement plus négative que celles qui ont le sentiment de pouvoir suivre le rythme. Cela vaut tant pour l'influence perçue sur la société (57 % contre 36 % de perception négative) que pour l'influence perçue sur sa propre vie (42 % contre 14 % de perception négative). Cela souligne le fait que les incertitudes individuelles influencent fortement l'évaluation de la numérisation.



Un regard prudent mais optimiste sur les opportunités de l'IA

Dans la présente édition du BaromètreNumérique, outre les perceptions générales des opportunités et des risques, nous avons spécifiquement sondé les attentes de la population concernant le développement de l'intelligence artificielle (IA). L'IA ne gagne pas seulement en importance sociale, mais soulève également des questions spécifiques: l'opinion de la population sur l'IA diffère-t-elle de l'attitude générale, de plus en plus sceptique, face au changement technologique?

Les opportunités liées à l'IA l'emporteront-elles sur les risques dans cinq ans?



Nous avons demandé à la population si elle pensait que les opportunités de l'IA l'emporteraient sur ses risques au cours des cinq prochaines années. Au niveau national, on observe une attitude prudemment optimiste: 48% des personnes interrogées estiment que les opportunités de l'IA l'emporteront (plutôt) dans l'ensemble, 35% ne s'attendent (plutôt) pas à ce que ce soit le cas et 18% sont indécis.

Les appréciations varient toutefois selon les régions linguistiques: en Suisse alémanique, le tableau est très similaire à celui de l'ensemble de la Suisse (50% considèrent que les opportunités l'emportent, 34% les risques, 15% sont indécis). En Suisse romande, les avis sont plus équilibrés (42% d'opportunités contre 34% de risques), tandis qu'en Suisse italienne, le scepticisme domine (37% d'opportunités contre 43% de risques). Les expert·e·s participant aux deux ateliers organisés ont expliqué ces différences régionales par un discours médiatique potentiellement différent. Celui-ci peut influencer l'attitude de base vis-à-vis de l'IA.

Il est également intéressant de noter que ce sont les personnes interrogées travaillant dans le secteur de l'industrie et de la production qui se montrent les plus confiantes (65% d'entre elles estiment que les opportunités l'emporteront d'ici cinq ans). Étant donné que l'IA est davantage utilisée dans ce secteur et que des expériences positives y ont déjà été enregistrées, on peut supposer que ces personnes sont donc plus optimistes.

Le fait qu'environ la moitié de la population s'attende à ce que les opportunités liées à l'IA l'emportent sur les risques au cours des cinq prochaines années est surprenant – en particulier par rapport au Baromètre Numérique 2024, car selon les chiffres de ce dernier, l'attitude générale à l'égard des technologies basées sur l'IA était encore assez ambivalente (35% d'opinions positives et 34% d'opinions négatives) (*Risiko Dialog*, 2024). Dans le contexte des évolutions technologiques rapides et du débat public croissant autour de l'IA, nous interprétons ces résultats comme indiquant que les opinions ne sont pas encore très arrêtées, même si les expériences personnelles avec les outils d'IA contribuent de plus en plus à une attitude plus optimiste.

L'IA sur le lieu de travail: près de la moitié s'attend à un bouleversement

La numérisation, et en particulier l'IA, modifient non seulement le contexte technologique, mais aussi la manière dont les gens envisagent leur avenir professionnel et privé. Outre l'évaluation générale de l'IA, nous avons donc examiné comment la population suisse évalue les répercussions concrètes sur le monde du travail et la vie quotidienne.

47 % des personnes interrogées pensent que l'IA entraînera des changements significatifs dans le monde du travail au cours des cinq prochaines années. 35 % ne partagent pas cette opinion, tandis que 18 % sont indécis. Les perceptions varient fortement selon l'âge: les jeunes de 16 à 25 ans, en particulier, sont les plus nombreux (62 %) à s'attendre à des changements profonds – une proportion nettement plus élevée que dans la tranche d'âge des 50 à 64 ans, dont seulement 46 % s'y attendent. Enfin, on observe également une tendance spécifique à certaines professions: les employés du secteur des services (63 %) s'attendent plus souvent à des bouleversements liés à l'IA que, par exemple, les personnes travaillant dans le secteur de la santé et des services sociaux (46 %).

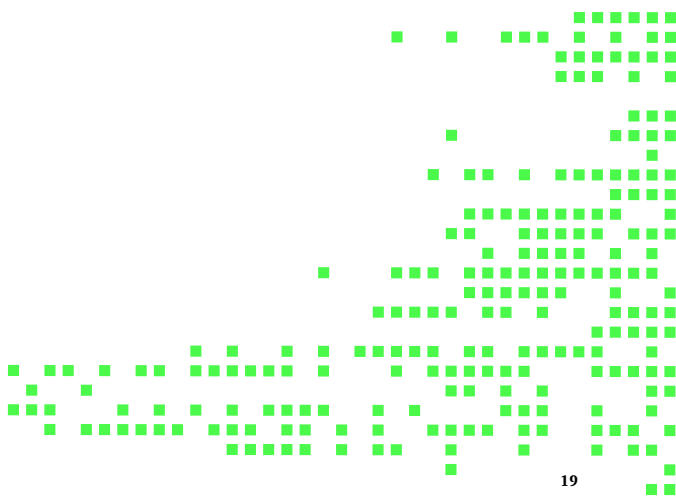
Une étude de l'Institut KOF de l'EPFZ, qui a examiné l'influence de l'IA sur le marché du travail, montre que les jeunes sont actuellement plus fortement touchés par les effets sur le marché du travail que les personnes plus âgées (*Kläui Jeremias & Siegenthaler Michael, 2025*). De plus, l'influence de l'IA sur le marché du travail varie selon le secteur et la profession. Selon cette étude, les professions les plus touchées par l'IA sont avant tout celles de programmeur et de développeur de logiciels. Ces différences d'impact selon l'âge et le secteur d'activité constituent des explications possibles aux attentes variées qui ressortent de l'enquête.

La population se montre nettement plus sceptique lorsqu'il s'agit de savoir si l'IA ouvrira de nouvelles perspectives professionnelles. Seuls 27 % y croient, tandis que 53 % rejettent cette idée et 20 % n'ont pas d'opinion claire. Là encore, des différences marquées apparaissent: les hommes sont nettement plus nombreux à approuver cette affirmation que les femmes (34 % contre 21 %), tandis que la confiance tend à diminuer à partir de 50 ans. Par secteur d'activité, c'est dans la construction ainsi que dans l'industrie et la production que l'on observe le plus fort taux d'adhésion, tandis qu'il est le plus faible dans le secteur de l'éducation.

Cette attitude prudente suggère que, bien que de nombreuses personnes perçoivent l'IA comme un moteur de changement, son potentiel réel en termes de nouvelles opportunités semble encore flou ou incertain. Ce scepticisme pourrait s'expliquer par le fait que les effets à long terme de l'IA sur le marché du travail sont perçus comme difficilement prévisibles, ce qui conduit de nombreuses personnes à faire preuve de réserve plutôt que d'optimisme.

L'IA facilite-t-elle la vie privée?

L'évaluation quant à savoir si l'IA facilitera la vie privée au cours des cinq prochaines années est également plutôt ambivalente. 38 % sont d'accord avec cette affirmation, 52 % la rejettent et 10 % sont indécis ou n'ont pas d'opinion claire. Une différence notable apparaît selon le statut professionnel: 47 % des personnes exerçant une activité à temps plein sont d'accord avec cette affirmation, tandis que ce pourcentage est de 34 % chez les personnes sans activité professionnelle. Cela pourrait indiquer que les personnes déjà confrontées à des outils numériques ou à des applications d'IA dans leur quotidien professionnel en reconnaissent plus facilement les avantages pratiques que celles qui y sont moins directement exposées.



L'évolution de la perception des forces et des faiblesses montre que les progrès réalisés dans le cadre des prestations et initiatives concrètes de l'État sont de plus en plus perçus et reconnus par la population. L'engagement accru de la Suisse en faveur de l'inclusion numérique, par exemple via l'Alliance pour l'inclusion numérique en Suisse (ADIS), qui bénéficie d'un large soutien, semble porter ses fruits en améliorant l'accès au numérique et la participation de larges couches de la population. À long terme, de telles mesures pourraient contribuer à renforcer la confiance dans la transformation numérique.

Dans le même temps, les inquiétudes face aux risques sociétaux s'intensifient. Pour la première fois, la population suisse perçoit l'influence de la numérisation sur la société plus souvent de manière négative que positive. Nous supposons que des thèmes tels que la fracture numérique, la manipulation de l'information ou le sentiment que les évolutions technologiques prennent le pas sur les processus démocratiques occupent ici le devant de la scène. La perception de la faiblesse de la souveraineté numérique de la Suisse est également particulièrement frappante dans l'enquête: près de la moitié de la population la classe parmi les principales faiblesses. On peut supposer que s'y rejoignent différentes préoccupations concernant la dépendance vis-à-vis des fournisseurs de technologies internationaux, les questions de sécurité des données ainsi que la capacité de l'État à façonner et à protéger activement les infrastructures numériques.

Les attentes concernant l'IA sont partagées. Près de la moitié de la population estime que les opportunités offertes par l'IA l'emporteront sur les risques au cours des cinq prochaines années – un signal fondamentalement optimiste. Il est intéressant de noter que si beaucoup reconnaissent l'IA comme un atout de changement, son potentiel concret de transformation pour de nouveaux domaines professionnels ou dans le contexte privé est encore jugé incertain. Cela s'explique en partie par des degrés d'impact différents. Mais ces résultats pourraient aussi indiquer que les effets à long terme de l'IA sont difficiles à appréhender pour beaucoup et que la confiance de la population dans cette technologie doit encore être renforcée. Cela passe par un dialogue continu, inclusif et ouvert entre les acteurs publics et privés ainsi que la population. Il s'agit de prendre au sérieux les craintes existantes et de dissiper les éventuels malentendus.

Il est désormais crucial pour l'avenir de la Suisse numérique de combiner systématiquement l'innovation avec des lignes directrices claires axées sur la société – par exemple grâce à des cadres de gouvernance et de réglementation clairs pour l'utilisation de l'IA ou à la promotion ciblée de la formation continue. Pour répondre efficacement aux préoccupations relatives à la souveraineté numérique, des mesures concrètes sont nécessaires afin de garantir la capacité d'action de l'État et de renforcer la résilience des entreprises dans l'espace numérique. Des investissements ciblés dans les infrastructures nationales d'IA et dans la cybersécurité sont considérés comme pertinents à cet égard. De même, l'introduction de critères supplémentaires dans les marchés publics permettrait de traiter de manière plus explicite les dépendances et les risques liés aux applications critiques, ce qui aurait un effet positif sur la souveraineté numérique. En communiquant de manière plus transparente sur l'utilisation des nouvelles technologies et en impliquant davantage la population dans les processus décisionnels, les acteurs publics et privés renforcent activement la confiance et garantissent mieux l'autodétermination numérique des particuliers.

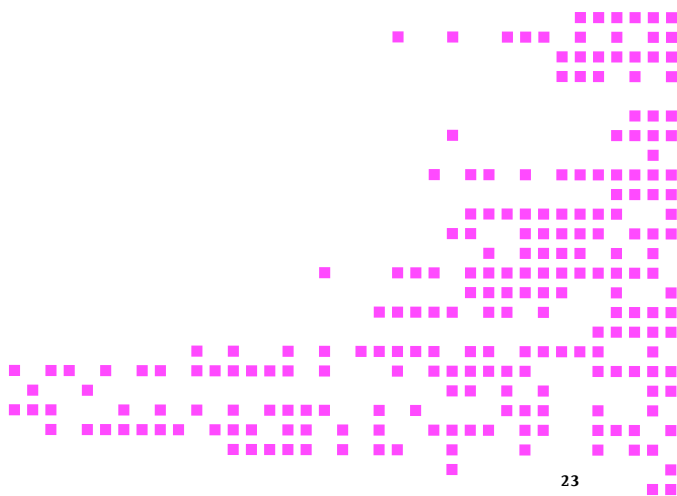
3_ Les compétences numériques au centre de l'attention

Qui peut suivre le rythme de la transformation numérique et qui ne le peut pas? Comment l'IA modifie-t-elle les exigences en matière de compétences numériques et dans quels domaines existe-t-il un besoin de développement pour renforcer ces compétences?



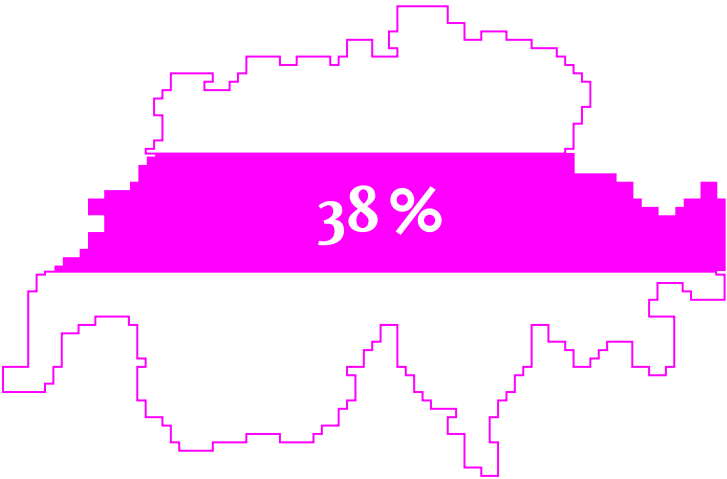
Dans notre monde de plus en plus numérisé et interconnecté, les compétences numériques ne cessent de gagner en importance: les personnes qui ne possèdent pas les compétences numériques de base risquent de plus en plus d'être exclues de la vie économique, sociale, politique et culturelle. Le fossé entre ceux qui disposent des compétences nécessaires pour utiliser les technologies numériques de manière autonome et en toute sécurité dans leur vie quotidienne et ceux qui en sont dépourvus est qualifié, dans le discours social, de «fracture numérique» ou de «fossé numérique».

Parallèlement aux évolutions technologiques fulgurantes dans le domaine de l'IA, les compétences numériques dont les individus auront besoin aujourd'hui et à l'avenir, ainsi que la manière dont nous utilisons les applications et les appareils numériques, sont en pleine mutation – notamment grâce à l'utilisation de l'IA dans la communication, la recherche d'informations, l'aide à la décision et l'interaction avec les plateformes numériques. Dans le BaromètreNumérique de cette année, nous examinons deux aspects de la compétence numérique: premièrement, nous mesurons les compétences numériques de base à l'aide du même indice que celui utilisé en 2024. Deuxièmement, nous analysons la manière dont la population suisse s'évalue en matière de compétences en IA. Nous nous concentrons ici sur trois dimensions: les connaissances en IA, les capacités d'application et la réflexion critique sur les opportunités et les risques de l'IA. Ces deux mesures s'appuient sur le cadre de référence européen. Les détails relatifs aux mesures sont présentés dans le chapitre «Méthodes».

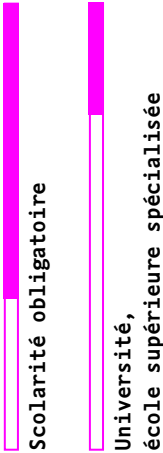


Fracture numérique croissante ou évolution des compétences?

Pourcentage de la population ne disposant pas des compétences numériques de base

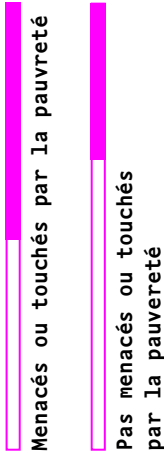


66% 25%



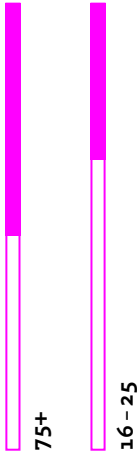
Par niveau d'études

53% 35%



Par revenu

52% 35%



Par âge

Acheter un billet CFF via son smartphone, modifier un document texte ou effectuer une mise à jour de sécurité: une grande partie de la population suisse a du mal à accomplir ces tâches, pourtant quotidiennes pour beaucoup. Le BaromètreNumérique 2026 montre qu'en moyenne, quatre personnes sur dix (38%) ne possèdent pas les compétences numériques de base. Cela correspond à une augmentation de sept points de pourcentage par rapport à 2024 (*BaromètreNumérique 2024*). À première vue, ces sept points de pourcentage semblent indiquer un possible creusement de la fracture numérique. Une analyse approfondie des résultats suggère toutefois plutôt une transformation profonde des pratiques numériques quotidiennes. La mesure des compétences numériques de base repose sur un indice fondé sur les actions (voir chapitre «Méthode»), qui s'intéresse aux activités réellement exercées (par exemple: «Avez-vous utilisé un traitement de texte comme Word au cours des trois derniers mois?»). Depuis le lancement de Chat GPT par Open AI en 2022, le quotidien numérique a fortement changé, et l'utilisation de l'IA générative a massivement augmenté au sein de la population: en 2026, les trois quarts de la population suisse utilisent l'IA générative, alors qu'ils n'étaient encore qu'à la moitié en 2024. (*Frick, 2026*)

Les changements dans les pratiques numériques quotidiennes induits par l'IA peuvent également modifier la validité de la mesure des compétences de base. Lorsque les gens commencent à utiliser des outils d'IA pour rédiger des textes ou rechercher des informations, ils sont susceptibles d'exercer moins souvent des activités traditionnelles (telles que le traitement manuel de documents). Cette augmentation n'est donc peut-être pas le résultat d'un creusement des écarts de compétences, mais le résultat visible d'un changement dans les routines numériques quotidiennes. Le cadre de référence européen sur lequel s'appuie notre mesure des compétences numériques de base ne tient pas encore pleinement compte de ces nouvelles réalités. C'est ce que révèlent les données: par rapport aux chiffres du BaromètreNumérique 2024, la proportion de la population présentant un déficit en compétences numériques de base a augmenté, y compris au sein des groupes de personnes qui se distinguaient en 2024 par des compétences numériques supérieures à la moyenne: Parmi les personnes ayant le niveau d'éducation le plus élevé, la proportion de celles qui ne possèdent pas les compétences de base a presque doublé (passant de 13% en 2024 à 25% en 2026); chez les 16–25 ans, elle a même triplé (passant de 11% à 35%).

Ces résultats suggèrent que l'augmentation observée du manque de compétences numériques de base est peut-être davantage liée à l'évolution des habitudes numériques quotidiennes qu'à une augmentation réelle du manque de compétences numériques de base dans l'ensemble de la population.

Cette évolution potentielle des habitudes numériques quotidiennes ne signifie pas pour autant que la fracture numérique perde de son importance, car de grandes inégalités persistent selon les caractéristiques sociodémographiques: parmi les personnes n'ayant pas suivi de formation postobligatoire, deux sur trois (66 %) ne possèdent pas les compétences numériques de base; chez les personnes en situation de pauvreté et les personnes très âgées, ce chiffre dépasse la moitié (respectivement 53 % et 52 %). Ces tendances se reflètent également dans la perception subjective de ne pas pouvoir suivre le rythme de la transformation numérique: dans l'ensemble de la population, la proportion de personnes ayant le sentiment de ne pas pouvoir suivre le rythme de la numérisation est passée à 24 % (contre 17 % dans le Baromètre Numérique 2024). Chez les personnes peu instruites, en situation de pauvreté et très âgées, cette proportion est nettement plus élevée. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que la fracture numérique ne se résorbe pas, mais que son ampleur évolue et qu'elle touche différemment les différents groupes de population.

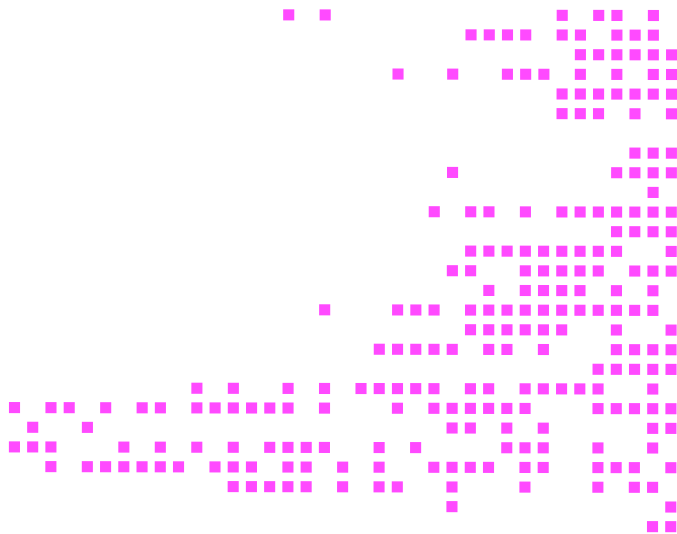
En comparaison européenne, la Suisse se situe en dessous de la moyenne, avec 38 % de personnes ne disposant pas des compétences numériques de base: dans l'UE, cette proportion est d'environ 44 % dans la tranche d'âge des 16 à 74 ans (*Eurostat 2025*). Cela souligne que la gestion des défis de la transition numérique n'est pas une tâche purement nationale, mais un enjeu structurel à l'échelle européenne.

La Suisse réfléchit aux implications de l'IA

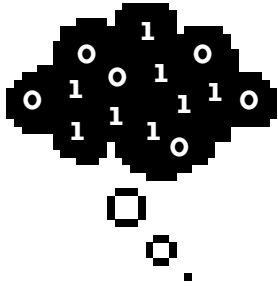
Compte tenu de l'importance croissante de l'IA dans la vie quotidienne, le monde du travail et les processus sociaux, nous avons donc, pour la première fois dans le Baromètre Numérique de cette année, évalué les compétences de la population en matière d'IA. L'objectif est d'obtenir une image prospective du niveau de préparation de la population suisse face à l'IA.

Cette évaluation repose sur une auto-évaluation selon trois dimensions centrales: premièrement, la compréhension fondamentale de l'IA, c'est-à-dire les «connaissances» à son sujet (par exemple: «Je peux expliquer dans les grandes lignes ce qu'est l'intelligence artificielle et comment elle fonctionne»). Deuxièmement, les «compétences pratiques» (par exemple: «Je sais comment obtenir les réponses souhaitées de la part de chatbots basés sur l'IA (par exemple ChatGPT, Lumo) grâce à des invites ciblées»). Troisièmement, la «réflexion» sur l'IA à un niveau métacognitif (par exemple: «Je réfléchis au fait que les contenus générés par l'IA peuvent influencer les perceptions et les discussions de l'ensemble de la société»).

Ces trois dimensions permettent une première évaluation des compétences en matière d'IA au sein de la population et fournissent des indications sur les domaines dans lesquels des mesures ciblées de formation et de sensibilisation pourraient s'avérer nécessaires à l'avenir.

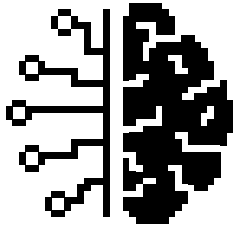


Regard sur ses propres compétences en IA:
réflexion, connaissances et compétences pratiques



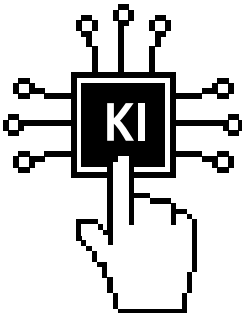
Réflexion

80% Existant
13% Non existant
7% ne sait pas



Connaissances

68% Existant
21% Non existant
10% ne sait pas



Compétences pratiques

53% Existant
34% Non existant
13% ne sait pas

Le Baromètre Numérique 2026 montre que la population s'estime globalement très réfléchie dans son rapport à l'IA: la valeur moyenne sur l'ensemble de la dimension est de 80%. Environ neuf personnes sur dix déclarent être conscientes des effets de l'IA sur la formation de l'opinion et les processus décisionnels dans des domaines sociaux sensibles, considérer qu'il est important d'utiliser l'IA de manière responsable et reconnaître les nouveaux risques de sécurité liés à l'IA. Les expert·e·s des ateliers confirment également ce constat et soulignent une sensibilité sociale globalement élevée face aux opportunités et aux risques de l'IA. Cela s'explique notamment par la forte présence du sujet dans la vie quotidienne, sa pénétration croissante dans presque tous les domaines de la vie, ainsi que par la forte couverture médiatique et la culture discursive et de démocratie directe de la Suisse.

Dans le même temps, on observe un écart significatif au sein de cette dimension: seule la moitié environ de la population (52%) déclare vouloir s'informer et se former en continu sur les nouveaux développements dans le domaine de l'IA. Les experts attribuent cela, entre autres, au fait que les applications d'IA sont souvent perçues comme simples et intuitives au quotidien, ce qui conduit à sous-estimer leur complexité sous-jacente et à considérer que le besoin de formation continue est moins important. Une telle auto-évaluation serait problématique, car elle conduit à sous-estimer les processus d'apprentissage et d'adaptation nécessaires et entraîne ainsi, à long terme, des lacunes en matière de compétences numériques. Par ailleurs, les données révèlent des différences marquées en fonction du sentiment de surmenage et des compétences numériques: alors que 61% des personnes qui ont le sentiment de pouvoir suivre le rythme de la numérisation souhaitent se former dans le domaine de l'IA, ce chiffre n'est que de 25% chez les personnes qui se sentent dépassées. Le manque de compétences numériques de base a également un impact, bien que légèrement moins marqué: 39% des personnes ne disposant pas de compétences numériques de base ont l'intention de suivre une formation continue dans le domaine de l'IA, contre 59% chez celles qui possèdent déjà ces compétences de base. Si la volonté de se former est plus forte chez les jeunes que chez les personnes plus âgées, elle reste toutefois relativement faible dans l'ensemble, avec 61% dans la tranche d'âge des 16–25 ans.

Des scores étonnamment élevés en matière de connaissances et de compétences d'application de l'IA

Alors que la capacité de réflexion critique face à l'IA est, selon l'auto-évaluation, très marquée, les valeurs sont plus faibles dans les dimensions «connaissances» (68%) et surtout «capacité d'application» (53%). Ces valeurs ne doivent toutefois pas nécessairement être interprétées comme faibles, mais pourraient plutôt indiquer que les auto-évaluations varient en fonction du degré d'abstraction de la question: alors que les compétences plus abstraites ont tendance à être surévaluées, les compétences concrètes et liées à l'application sont davantage influencées par l'expérience personnelle directe dans l'utilisation des outils d'IA et sont donc évaluées de manière plus nuancée.

Dans la dimension «Connaissances», les scores les plus élevés concernent la prise de conscience de l'importance des données d'entraînement pour les systèmes d'IA (81% des personnes interrogées en sont conscientes) ainsi que l'impossibilité de distinguer les contenus générés par l'IA de ceux créés par des humains (88%). Environ six personnes sur dix (61%) déclarent être en mesure d'évaluer de manière générale comment les contenus générés par l'IA peuvent influencer leur communication et la formation de leur opinion dans les espaces en ligne. Elles sont tout aussi nombreuses à estimer pouvoir expliquer dans les grandes lignes ce qu'est l'IA et comment elle fonctionne. C'est en matière de connaissances sur les activités frauduleuses liées à l'IA que le niveau est le plus bas (51%): environ la moitié des personnes interrogées déclarent ne pas savoir où l'IA est actuellement utilisée de manière ciblée à des fins frauduleuses.

Dans la dimension «aptitude à l'utilisation», environ sept personnes sur dix déclarent vérifier l'exactitude des contenus générés par l'IA et consulter d'autres sources en cas de doute (70%). Environ six personnes sur dix déclarent disposer de compétences en matière de prompting (55%) ou être en mesure d'utiliser l'IA générative (56%). 45% des personnes interrogées déclarent pouvoir contrôler les données personnelles que les systèmes d'IA collectent ou utilisent (par exemple en désactivant la localisation) – et environ quatre personnes sur dix (37%) déclarent pouvoir donner un retour d'information ciblé à un système d'IA afin d'influencer ses suggestions.

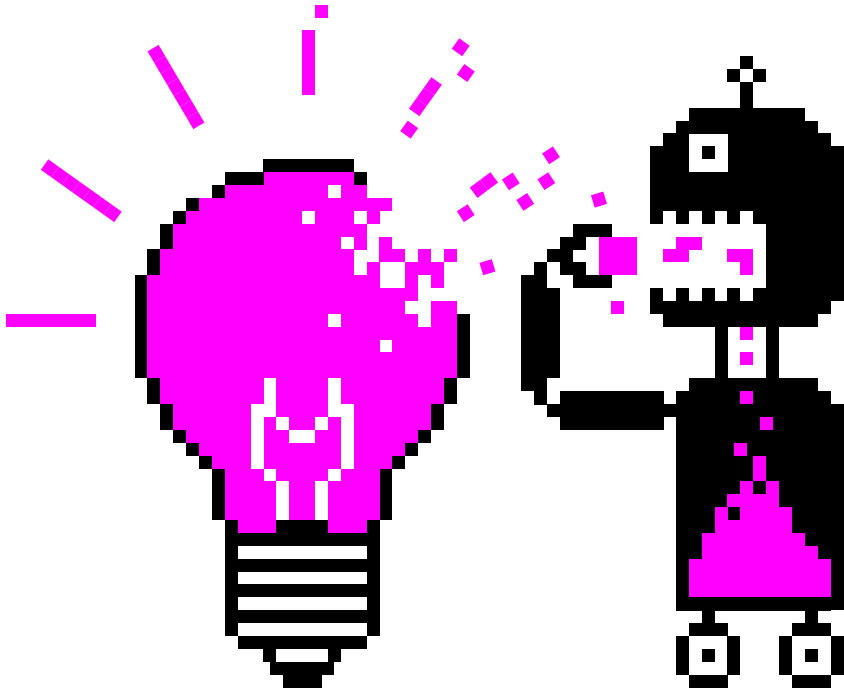
Compte tenu du fait que l'IA n'a atteint le grand public qu'il y a quelques années avec le lancement de ChatGPT, les moyennes sont très élevées tant en matière de connaissances sur l'IA que de compétences d'utilisation. Elles indiquent que de nombreuses personnes s'intéressent activement et rapidement aux nouvelles technologies. Dans le même temps, il faut tenir compte du fait qu'il s'agit ici d'auto-évaluations, qui peuvent avoir tendance à être influencées par le désir de se conformer aux attentes sociales et ne reflètent pas nécessairement des niveaux de compétence objectifs.

Il existe néanmoins des lacunes en matière de compétences qu'il convient de combler: le fait que seule la moitié environ des personnes interrogées sache où l'IA est actuellement utilisée à des fins frauduleuses constitue un déficit critique à une époque où les cybermenaces ne cessent de croître. Des limites existent également dans le domaine de l'utilisation active et autonome: seuls 45 % des personnes interrogées savent comment contrôler de manière ciblée la collecte et l'utilisation de leurs données personnelles par les systèmes d'IA. Cela indique que de nombreux utilisateurs et utilisatrices ont certes recours à l'IA, mais ne peuvent comprendre ou contrôler que de manière limitée la manière dont leurs données sont traitées en arrière-plan. Il y a également lieu d'agir dans le domaine de la compétence médiatique: seul un quart environ de la population suisse (28 %) se sent (plutôt ou très) sûr de pouvoir distinguer les fausses informations des contenus factuellement corrects.

Dans l'ensemble, cela indique que les compétences en matière d'IA sont encore en phase de développement au sein de la population et qu'il existe un besoin de développement supplémentaire, notamment dans le domaine de l'utilisation critique et de l'autodétermination numérique.

IA et créativité: la crainte de perdre sa propre capacité de création

L'IA affaiblira-t-elle notre créativité?



74% sont d'accord

19% ne sont pas d'accord

7% ne sait pas

Outre les questions relatives à la capacité de réflexion, aux connaissances en IA et aux compétences d'application, nous avons également examiné pour la première fois dans le BaromètreNumérique 2026 la perception des effets de l'IA sur la créativité humaine. La créativité englobe ici non seulement la création artistique, mais aussi la capacité à penser de manière originale, l'intuition et le développement autonome d'idées.

Les données montrent que les trois quarts de la population pensent que l'IA affaiblira le travail créatif des êtres humains. Cette méfiance manifeste contraste avec la forte propension à utiliser des outils d'IA générative au quotidien. Cela suggère que si l'IA est acceptée comme un outil pratique pour soutenir les processus cognitifs tels que le traitement de l'information, l'amélioration de l'efficacité ou la résolution structurée de problèmes, il existe toutefois des inquiétudes quant au fait que des éléments centraux de la pensée créative – en particulier le développement d'idées originales, l'intuition et le processus créatif autonome – pourraient être supplantés ou affaiblis par l'IA. Une explication possible de cette divergence est que l'utilité pratique à court terme, en particulier pour les tâches cognitives, est considérée comme plus importante que les inquiétudes à long terme concernant les répercussions possibles sur les capacités créatives, d'autant plus que les solutions technologiques sont principalement utilisées lorsqu'elles sont associées à un faible effort et à une grande efficacité.

Les expert·e·s participant aux ateliers voient eux aussi dans l'utilisation généralisée de l'IA générative un certain risque de perte de compétences cognitives fondamentales, en particulier chez les jeunes. Ils soulignent que la facilité d'accès aux contenus générés par l'IA peut conduire à négliger son propre processus de réflexion, souvent laborieux. Lorsque l'IA fournit la première ébauche, le processus de réflexion créative nécessaire au développement d'idées originales vient à s'omettre. De plus, les experts voient un risque d'homogénéisation des contenus: comme les modèles d'IA s'appuient exclusivement sur des données existantes et génèrent des résultats en fonction de probabilités, ils reproduisent la moyenne au lieu de favoriser de véritables innovations ou des pensées non conventionnelles.

Le large consensus autour de la thèse d'un affaiblissement de la créativité peut être interprété comme un signal de la nécessité d'une gestion active de l'utilisation de l'IA générative: le défi pour l'éducation, l'économie et la société consiste à intégrer et à utiliser l'IA de manière à ce qu'elle soutienne le processus créatif humain sans le remplacer.

Les résultats du Baromètre Numérique 2026 montrent clairement que la Suisse se trouve à un tournant décisif. Alors que la part de la population ne disposant pas des compétences numériques de base a augmenté, selon nos mesures, pour atteindre 38 % (contre 31 % en 2024), de nombreux éléments indiquent qu'un changement fondamental des pratiques numériques quotidiennes est en cours, ce qui se reflète dans la mesure des compétences numériques. En raison de la forte diffusion de l'IA générative, dont l'utilisation s'est étendue à trois quarts de la population en l'espace de deux ans, les activités numériques «traditionnelles» sont de plus en plus remplacées par des processus assistés par l'IA. Ce changement rapide des habitudes montre que la population suisse s'approprie activement et rapidement les nouvelles technologies. Les modèles de mesure existants des compétences numériques, tels que le cadre de référence européen DigComp 2.0, ne reflètent pas encore pleinement ces nouvelles réalités en matière de mesure des compétences numériques de base. Cela indique que le paysage des compétences évolue plus rapidement que les instruments permettant de les évaluer. Il est donc important de développer de nouveaux instruments de mesure adaptés aux groupes cibles afin de tenir compte de cette évolution.

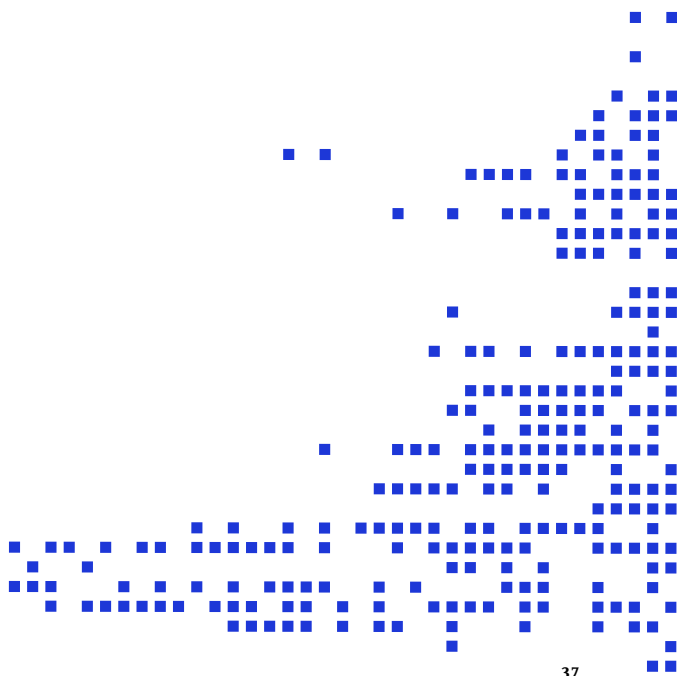
Malgré l'évolution des pratiques quotidiennes et les nombreuses facilités que l'IA générative offre notamment aux personnes ayant des compétences de base insuffisantes (par exemple, grâce à l'utilisation de technologies de reconnaissance vocale pour les personnes ayant des difficultés à lire et à écrire), la fracture numérique reste un défi pour l'ensemble de la société. L'éducation, la pauvreté et le grand âge restent les facteurs les plus influents en matière d'exclusion numérique. Mais il y a des signes positifs: les écarts entre les groupes d'âge se sont réduits en matière de compétences de base, et des ressources importantes apparaissent dans le domaine des compétences spécifiques à l'IA: la population s'estime dotée d'une grande capacité de réflexion (80 %) et les scores en matière de connaissances (68 %) et de capacité d'application (53 %) sont également relativement élevés, compte tenu du peu de temps écoulé depuis que l'IA a fait son entrée dans le quotidien numérique du grand public. Une grande majorité est consciente de l'impossibilité de distinguer les contenus générés par l'IA de ceux créés par l'homme (88 %), ce qui témoigne d'une forte sensibilisation de la population. Mais cela renvoie également à un défi potentiel pour la démocratie, car il devient de plus en plus difficile de vérifier de manière fiable la véracité des contenus. Un déficit critique existe surtout dans la détection des tentatives de fraude basées sur l'IA ainsi que dans la gestion des données privées. Ces lacunes constituent des domaines d'action clairs: elles montrent où des mesures ciblées de sensibilisation et de formation dans le domaine de l'IA doivent être mises en place pour renforcer l'autodétermination individuelle – y compris en ce qui concerne l'utilisation de l'IA générative, car celle-ci peut influencer directement notre créativité, notre esprit critique et notre capacité d'analyse. Tant les données de l'enquête que les analyses qualitatives approfondies menées dans le cadre des ateliers d'experts montrent que les compétences en IA devront à l'avenir être intégrées dans un éventail plus large de compétences numériques. Selon les experts, la promotion ne devrait pas se concentrer uniquement sur les aspects purement techniques, mais aussi, de manière très ciblée, sur la compréhension des biais algorithmiques, la pensée critique autonome dans la vie professionnelle et privée, ainsi que la réflexion sur les répercussions de l'IA sur le monde du travail. Dans ce contexte, la question se pose de plus en plus de savoir quelles compétences resteront réellement pertinentes à l'avenir. Il est donc nécessaire de poursuivre les recherches et d'assurer un développement et une adaptation continus du système éducatif afin d'accompagner activement cette transition.

4_ La Suisse face aux dilemmes numériques

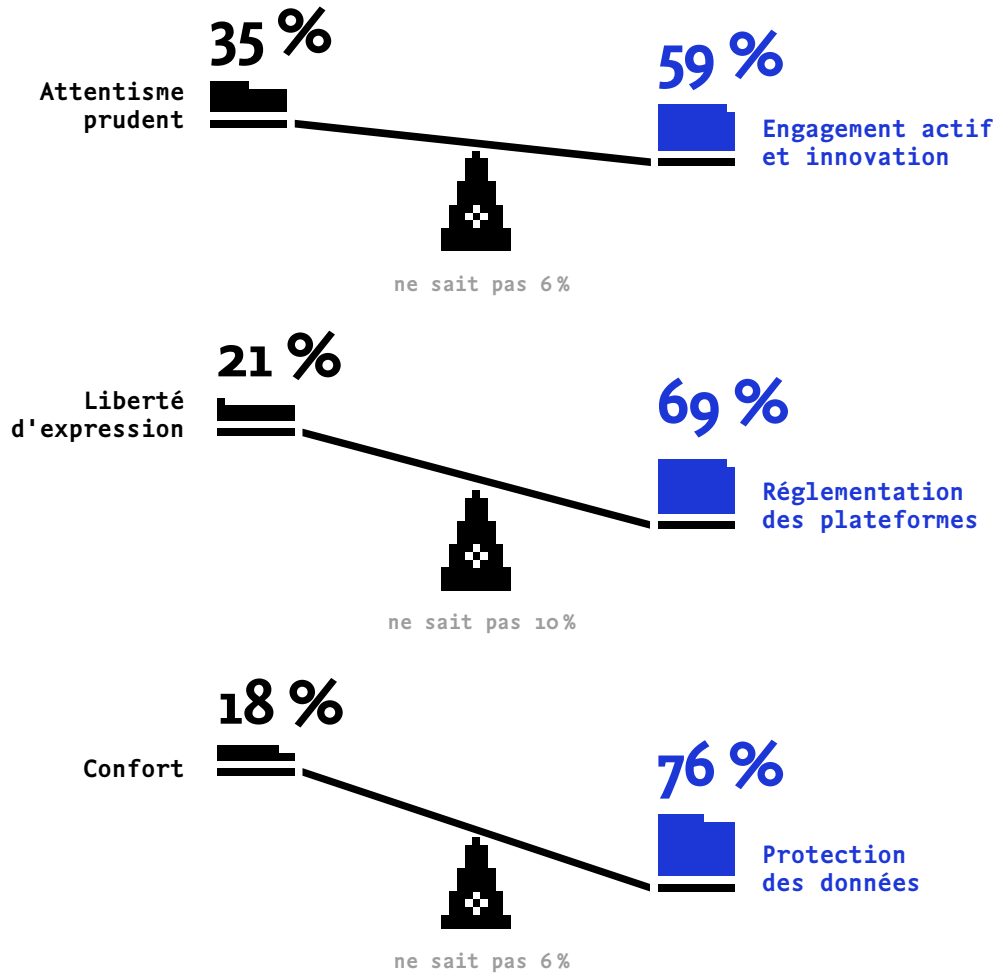
La transformation numérique façonne notre quotidien, notre économie et notre société – et nous confronte sans cesse à des questions fondamentales: comment gérer les dilemmes numériques qu’engendrent les nouvelles technologies et les mutations sociales? Quelles valeurs sont importantes pour nous, et dans quelle mesure?



Dans la conclusion de l'étude de l'année dernière, nous avons souligné que la Suisse était confrontée au défi de mettre en balance les opportunités et les risques sociaux, économiques et écologiques de la numérisation, ce qui implique notamment de redéfinir et de concilier des valeurs fondamentales telles que la liberté, la sécurité, l'égalité et la durabilité. Il existe à cet égard différents principes directeurs qui peuvent être considérés comme tout aussi importants, mais qui se contredisent parfois. La question de savoir comment la population évalue ces dilemmes numériques restait en suspens. C'est précisément ces questions que nous avons approfondies dans l'édition de cette année. Nous nous sommes concentrés sur des dilemmes numériques concrets: la liberté d'expression sur Internet doit-elle, par exemple, primer sur des règles plus strictes contre la désinformation et les contenus incitant à la haine? Ou sommes-nous prêts à accepter certaines concessions en matière de confort des services numériques au profit d'une protection des données renforcée? Les résultats montrent non seulement ce qui importe aujourd'hui à la population suisse, mais aussi les domaines dans lesquels la société serait éventuellement prête à faire des compromis à l'avenir – et ceux dans lesquels elle ne le serait pas.



Dilemmes numérique: quelles sont les priorités de la population?



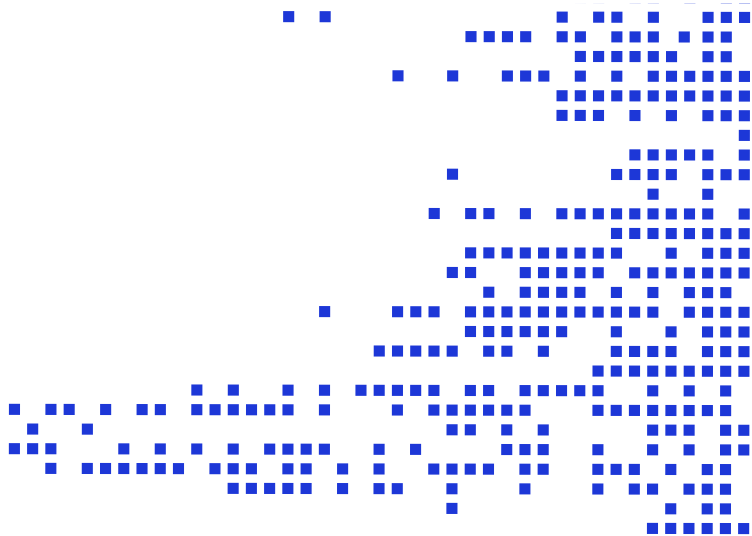
Une meilleure protection contre la désinformation – même au détriment de la liberté d’expression

En Suisse, la réglementation des plateformes numériques fait actuellement l’objet d’un débat intense, tant sur le plan politique que sociétal – notamment sur la manière de lutter contre la désinformation et les discours de haine, sur la responsabilité des plateformes vis-à-vis des contenus et sur le degré de transparence requis pour leurs algorithmes. Une nette majorité de 69 % des personnes interrogées se prononce en faveur de règles plus strictes contre la désinformation et les contenus incitant à la haine, même si cela restreint la liberté d’expression. Les générations plus âgées (50 ans et plus) soutiennent particulièrement ces mesures, avec un taux d’approbation pouvant dépasser 80 %, tandis que les plus jeunes sont nettement plus réticents (56 % des 16–25 ans et 54 % des 26–34 ans sont d’accord). Une explication possible est que les jeunes ressentent plus directement le conflit d’objectifs entre la liberté d’expression et des règles plus strictes, notamment parce qu’ils ont davantage grandi avec les réseaux sociaux et en font une utilisation plus intensive au quotidien.

D’autres différences apparaissent au niveau régional et politique: en Suisse romande, le soutien à des règles plus strictes contre la désinformation et les contenus incitant à la haine s’élève à 77 %, contre 67 % en Suisse alémanique et 68 % en Suisse italienne. La Suisse romande a historiquement une tradition plus forte de régulation étatique, notamment en matière de politique sociale et économique (*Calendo & Rutz, 2018*). Cela pourrait également se répercuter sur les attentes vis-à-vis des plateformes numériques. De plus, les chaînes de service public sont nettement plus consommées en Suisse romande qu’en Suisse alémanique (par exemple, la RTS, chaîne de télévision publique puissante avec une part de marché de 54 %, contre 33 % pour la SRF) (*Suisse Romande, 2025 et SRF, 2026*). Cela pourrait contribuer à ce que les solutions étatiques ou institutionnelles dans le domaine des médias et des plateformes soient perçues de manière globalement plus positive. Par ailleurs, ce sont les personnes ayant des opinions politiques de gauche qui sont les plus favorables à la réglementation (86 %), tandis que les personnes interrogées de droite sont nettement plus sceptiques (54 %). Actuellement, ce thème est marqué dans l’agenda politique par le projet de nouvelle loi sur les plateformes de communication et les moteurs de recherche (KomPG) (*Département fédéral de l’environnement, des transports, de l’énergie et de la communication (DETEC), 2025*) ainsi que par l’«Initiative sur Internet» en cours (*Initiative sur Internet, s.d.*).

Façonner activement l'innovation: la Suisse mise sur la participation plutôt que sur l'attentisme

Une majorité de 59 % de la population suisse estime que la Suisse doit participer activement à l'élaboration des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et promouvoir dès le début ses propres stratégies et applications afin de rester innovante et compétitive; plutôt que de se contenter d'observer les évolutions technologiques telles que l'IA et de n'agir que lorsque les opportunités et les risques seront plus clairement identifiables (35 %). Dans le même temps, des différences apparaissent en fonction de la position sociale: les hommes, les personnes âgées et les personnes hautement qualifiées soutiennent cet objectif plus souvent que les femmes, les jeunes et les personnes ayant un niveau de formation moins élevé. Le contexte professionnel et politique jouent également un rôle: dans les secteurs liés à la technologie et à l'industrie, le soutien est particulièrement élevé, tandis qu'il est plus modéré dans les secteurs de la santé et des services sociaux. Sur le plan politique, on observe une tendance similaire à celle observée pour d'autres thèmes liés au numérique: les personnes du centre et de la gauche sont plus nombreuses à préconiser une gestion active que celles de droite. De plus, l'attitude dépend de la personne à qui l'on attribue la responsabilité: ceux qui estiment que les entreprises ont une plus grande responsabilité soutiennent davantage l'innovation que ceux qui considèrent que c'est avant tout à l'État d'assumer cette responsabilité.



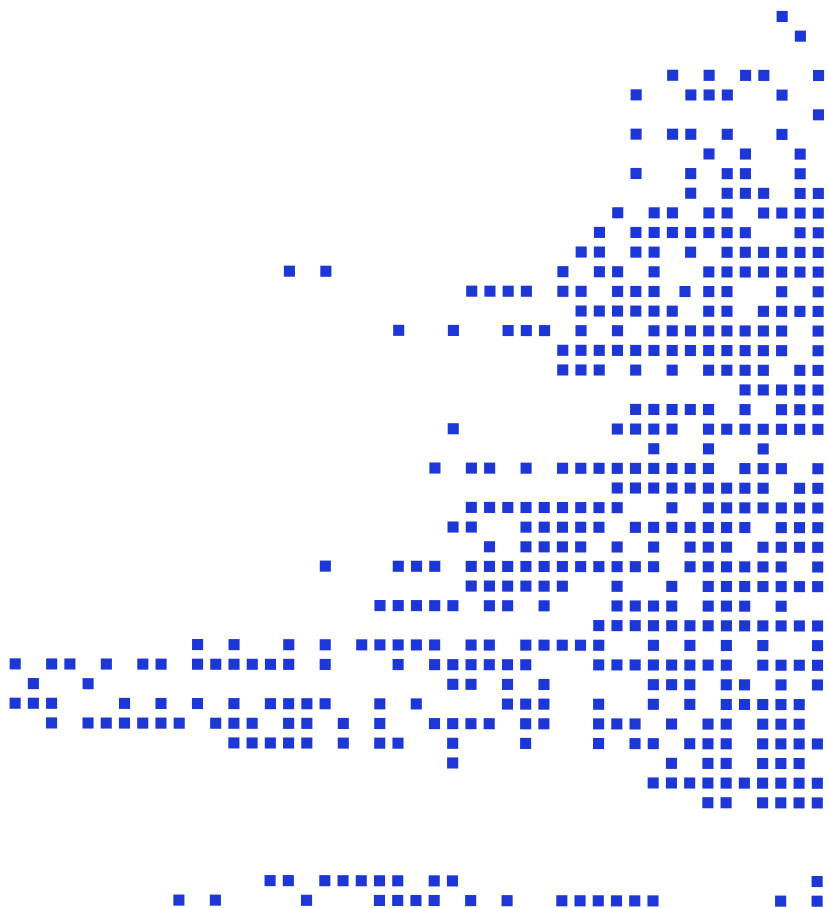
Entre attitude et pratique: le paradoxe de la protection de la vie privée en Suisse

La population suisse a une position claire sur la protection des données: 76 % accordent la priorité à la protection de leurs données personnelles, même si cela peut rendre les applications numériques plus compliquées ou moins pratiques. Il est particulièrement remarquable que cette position soit partagée indépendamment de l'âge, du niveau d'éducation ou du revenu. La protection des données n'est donc pas un sujet de niche, mais un consensus social.

Mais si cette position est claire, le comportement réel est souvent très différent: une majorité accepte des conditions générales sans les lire, autorise diverses applications à accéder à son carnet d'adresses ou partage des contenus privés sur les réseaux sociaux. Ce comportement apparemment contradictoire est qualifié de «paradoxe de la vie privée» dans la recherche (*Norberg et al., 2007*). Les raisons sont multiples: les traces de données sont invisibles, leur valeur difficilement saisissable. De plus, des mécanismes psychologiques jouent un rôle central: nous nous orientons sur le comportement des autres («Si tout le monde partage ses données, ça ne peut pas être si grave») et nous nous laissons influencer par la manière dont les décisions nous sont présentées (par exemple, lors des paramètres de cookies). À cela s'ajoute le fait que nous, les humains, accordons plus d'importance aux avantages à court terme (services perçus comme «gratuits» ou reconnaissance sociale par le biais des «likes») qu'aux conséquences à long terme. Ce phénomène, également appelé «hyperbolic discounting», nous conduit à souvent négliger notre vie privée au quotidien, voire à ne pas y prêter attention – alors que nous souhaitons en réalité la protéger (*Waldman, 2020*).

Lors de l'atelier d'experts, il a été souligné que la population a des attentes différentes vis-à-vis de l'État et de ses propres actions dans la sphère privée: alors qu'on exige de l'État des règles claires et de la transparence, on manque souvent, au quotidien, de conscience quant à ses propres possibilités en matière de protection des données. De plus, les experts soulignent qu'il n'existe à ce jour pratiquement aucune alternative abordable et conviviale qui allie protection des données et confort.

Un autre point central a été le manque de perception personnelle du risque. Beaucoup de personnes ne perçoivent pas la protection des données comme une menace immédiate, car elles n'en ont elles-mêmes jamais subi les conséquences négatives. Les experts s'accordent à dire que pour la plupart des gens, la protection des données reste un sujet abstrait tant qu'ils n'en ont pas fait l'expérience concrète. Cela souligne combien il est important non seulement d'informer sur les dangers potentiels, mais aussi de proposer des solutions pratiques qui rendent la protection des données tangible et applicable au quotidien.



La transformation numérique confronte la Suisse à des dilemmes numériques majeurs, qu'il convient de considérer moins comme des oppositions que comme des questions de pondération et d'équilibre: entre liberté d'expression et réglementation, protection des données et confort des utilisateurs, ainsi qu'entre innovation et prudence. L'étude montre que la population évalue ces tensions différemment selon l'âge, la région linguistique et l'orientation politique.

En ce qui concerne la réglementation plus stricte de la désinformation et des contenus incitant à la haine sur les plateformes sociales (par rapport à la liberté d'expression), le niveau élevé d'adhésion montre que la population soutient des normes claires et contraignantes – à condition qu'elles soient transparentes et compréhensibles. Dans le même temps, les responsables politiques doivent reconnaître la complexité des conflits d'objectifs et créer un espace pour des processus participatifs afin de garantir l'acceptation et la légitimité auprès du grand public. Les débats actuels autour de la loi sur la communication (KomPG) et de l'«initiative sur Internet» soulignent ce besoin: ces deux projets visent à responsabiliser davantage les plateformes et les fournisseurs d'IA – notamment en matière de protection contre la violence sexuelle, la cybercriminalité ou les contenus glorifiant la violence. La manière dont les droits et libertés des utilisatrices et utilisateurs seront effectivement renforcés dépendra des instruments choisis pour la mise en œuvre et de la capacité des acteurs politiques, économiques et de la société civile à combiner des mécanismes de protection efficaces avec une participation démocratique.

Le «paradoxe de la vie privée» montre que, si la protection des données fait l'objet d'un consensus social, elle se heurte pourtant à des comportements contradictoires au quotidien. Les acteurs politiques, économiques et de la société civile sont ici appelés à unir leurs forces pour trouver des solutions qui permettent de percevoir la protection des données non pas comme un renoncement, mais comme une norme allant de soi. La sensibilisation seule ne suffit pas: il faut des offres concrètes, accessibles et inspirant confiance, qui redonnent aux personnes le contrôle de leurs données sans les surcharger – par exemple des paramètres de confidentialité compréhensibles, des réglages par défaut respectueux de la vie privée («Privacy by Default»), des mécanismes de consentement transparents ou des possibilités simples de désinscription.

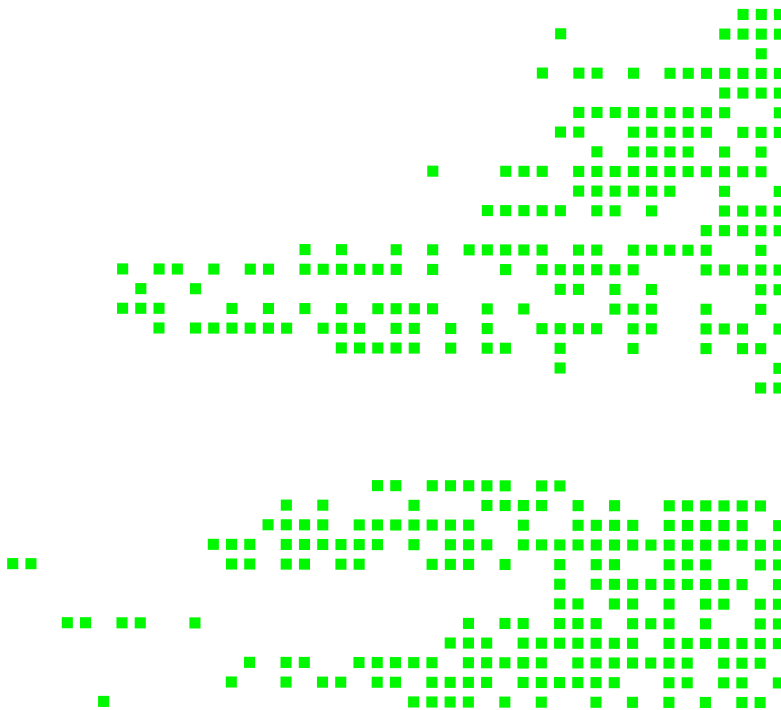
5_Monde numé- rique: confiance et responsabilité

La confiance est un fondement essentiel de la vie en société et fait l'objet d'une renégociation dans le monde numérique – entre les personnes, les institutions et les technologies. À qui la population suisse fait-elle confiance en matière de services numériques, et à qui attribue-t-elle la responsabilité?



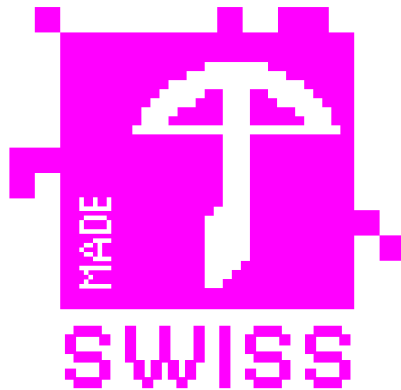
La confiance est un élément central d'une société qui fonctionne – en politique, dans l'économie et dans la société civile. Dans le monde numérique, cependant, elle est redéfinie: elle doit non seulement exister entre les personnes et les institutions, mais aussi vis-à-vis des technologies, des plateformes et des infrastructures invisibles qui façonnent de plus en plus notre quotidien numérique. Cela met particulièrement en avant les questions de savoir à qui l'on accorde sa confiance dans cet environnement numérique et à qui l'on attribue la responsabilité de la conception des services numériques.

Avec le BaromètreNumérique, nous souhaitons cerner ces perspectives de manière ciblée: à qui la population fait-elle confiance pour les services numériques sensibles? Qui, selon la population, devrait assumer la responsabilité principale de leur conception? Et des labels spécifiques (par exemple «Made in Switzerland») renforceraient-ils la confiance dans les offres numériques?



La confiance est locale: «Made in Switzerland» comme ancrage de confiance numérique

Le label «Made in Switzerland» renforce
ma confiance dans les services numériques



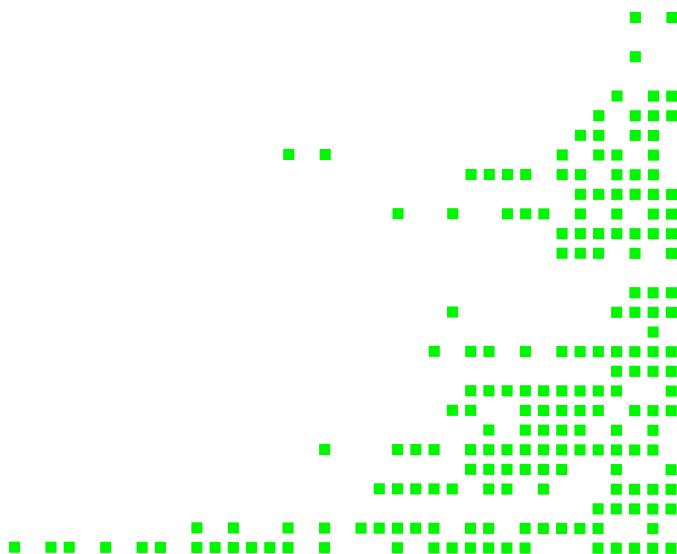
83% Oui
13% Non
4% ne sait pas

Le label «Made in EU» renforce
ma confiance dans les services numériques



53% Oui
41% Non
6% ne sait pas

Nous avons demandé à la population si un label d'origine tel que «Made in Switzerland» ou «Made in Europe» renforcerait la confiance dans les services numériques. 83 % des personnes interrogées, toutes générations confondues, ont répondu par l'affirmative, estimant qu'un label «Made in Switzerland» renforcerait leur confiance. À titre de comparaison, ce pourcentage est de 53 % pour le label «Made in EU». Ces résultats s'inscrivent dans le cadre des recherches sur ce que l'on appelle «l'effet pays d'origine», selon lequel les indications d'origine servent de critères de confiance simplificateurs et peuvent, en particulier dans les contextes numériques, remplacer en partie le manque d'expérience et être considérées comme une aide à l'orientation pour l'évaluation de la qualité (Ozdemir *et al.*, 2023). Les labels d'origine ne sont pas seulement interprétés comme des informations géographiques, mais sont souvent associés à des attentes spécifiques en matière de réglementation, de normes de protection des données, de qualité technique, de sécurité et de cadre institutionnel. C'est précisément dans le domaine des services numériques, où les processus techniques ne sont souvent pas directement visibles pour les utilisatrices et utilisateurs, que de tels signaux pourraient jouer un rôle important dans l'évaluation de la fiabilité (Scharowski *et al.*, 2023). Les résultats de l'enquête montrent qu'un label tel que «Made in Switzerland» pourrait jouer un rôle important en matière de confiance dans l'espace numérique et que la Suisse peut s'appuyer sur son capital de confiance existant.



L'État remporte le mandat pour les services électroniques centraux

À qui la population suisse fait-elle confiance pour les services numériques sensibles?



E-ID

Identité numérique pour les citoyen:nes

ÉTAT 56 %



SECTEUR PRIVÉ 18 %



E-Gov

Services administratifs numériques en général

ÉTAT 60 %



SECTEUR PRIVÉ 22 %



DEP

Dossier électronique du patient

ÉTAT 58 %



SECTEUR PRIVÉ 28 %



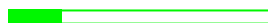
E-Collecting

Récolte de signatures en ligne

ÉTAT 52 %



SECTEUR PRIVÉ 20 %



E-Voting

Vote électronique lors des élections

ÉTAT 60 %



SECTEUR PRIVÉ 22 %



Nous avons demandé à la population dans quelle mesure elle fait confiance à l'État ou aux entreprises privées pour le développement de services numériques – car cette confiance des utilisateurs est essentielle pour une numérisation acceptée et efficace en Suisse. Cette confiance est importante non seulement pour les applications publiques, mais aussi de manière générale pour les services numériques traitant des données sensibles, que ce soit dans le secteur privé ou public.

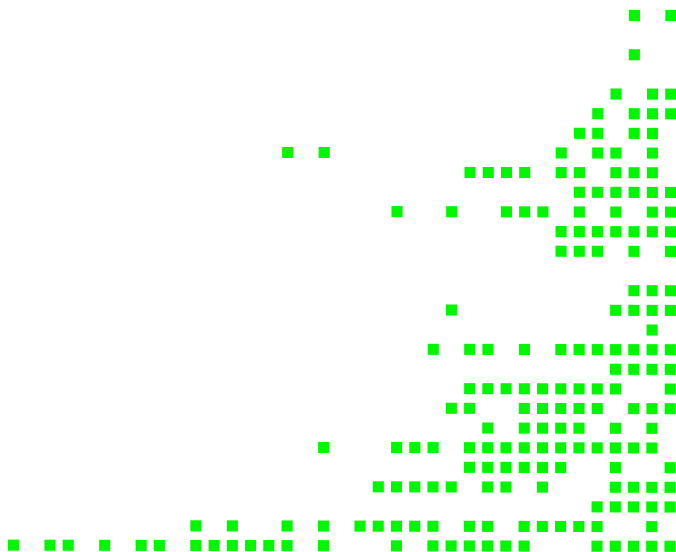
Le Baromètre Numérique de cette année montre que, dans l'ensemble, l'État inspire davantage confiance que les entreprises privées pour le développement et la mise à disposition de ces services numériques sensibles. Prenons l'exemple de la solution d'identité électronique (E-ID): 56 % des personnes interrogées déclarent faire confiance à l'État, tandis que seulement 18 % font confiance aux entreprises privées dans ce contexte.

Des tendances similaires se dessinent également pour d'autres applications numériques interrogées, telles que les services administratifs numériques (E-Gov), le dossier médical électronique (E-PD), la collecte numérique de signatures (E-Collecting) et le vote électronique lors des élections (E-Voting). Les résultats décrivent ainsi la perception actuelle des différents rôles institutionnels dans le développement des services numériques en Suisse et montrent que la confiance varie selon les acteurs et dépend de l'application concernée. Le fait que l'État inspire davantage confiance que les entreprises privées dans ce contexte est prévisible compte tenu du caractère étatique des services interrogés.

Une explication possible de cette confiance relativement moindre dans les entreprises privées tient au fait que, dans la conception institutionnelle qu'en a la population, l'État se voit attribuer une responsabilité particulière en matière de protection des droits fondamentaux ainsi que de mise à disposition et de régulation des infrastructures essentielles à la démocratie. Les services numériques interrogés concernent souvent des domaines sensibles, dans lesquels les questions d'accès, d'intégrité et de protection des données jouent un rôle central et sont donc davantage associées aux missions de l'État.

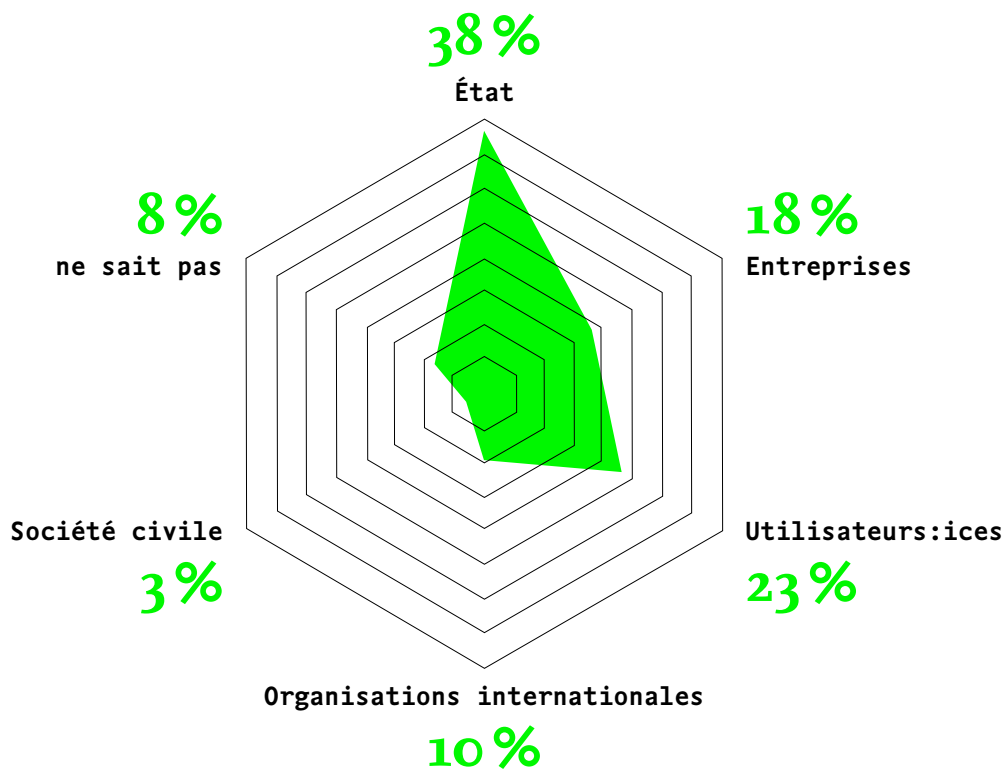
Dans cette perspective, les acteurs du secteur privé ont également la possibilité de renforcer la confiance de manière ciblée grâce à des normes de sécurité compréhensibles, des structures de gouvernance transparentes et une orientation manifeste vers l'intérêt public. Il convient également de noter que la perception des entreprises privées dans la présente étude ne fait pas de distinction entre les entreprises nationales et internationales, ce qui peut jouer un rôle important, notamment dans le contexte des signaux de confiance liés au «Made in Switzerland» évoqués précédemment.

L'État joue un rôle central dans la défense des intérêts et du bien-être de la population suisse, en particulier dans l'espace numérique. Les discussions autour de l'E-ID ont montré que la population suisse nourrit encore de nombreuses incertitudes concernant les services numériques. C'est ce qu'a également montré le résultat serré, avec lequel l'E-ID a été acceptée en Suisse à 50,39%. Les initiatives qui misent sur l'implication participative – par exemple dans le contexte de l'E-Collecting – montrent comment les acteurs étatiques peuvent s'appuyer sur cette dynamique pour renforcer la transparence, développer davantage la confiance et façonner la transformation numérique en collaboration avec la population.



De gauche à droite: la population considère que l'État est le principal responsable de la sécurité des services numériques

Conception responsable des technologies numériques: qui porte la responsabilité principale?



Outre la question de la confiance, se pose également celle de savoir quel acteur, du point de vue de la population, porte la responsabilité principale de la conception sûre et responsable des technologies numériques. Contrairement aux services numériques examinés précédemment, il s'agit ici des technologies numériques en général, c'est-à-dire également des systèmes, plateformes et infrastructures développés par le secteur privé. On peut supposer que les conceptions d'une «conception responsable» ne sont pas uniformes au sein de la population, mais qu'elles sont souvent associées à des aspects tels que la protection des données et de la vie privée, la fiabilité des infrastructures numériques, la transparence de leur fonctionnement ainsi que le respect des normes juridiques et éthiques.

Au niveau régional, cette question fait apparaître des différences significatives entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. En Suisse romande, 49 % des personnes interrogées considèrent que la responsabilité principale incombe à l'État, alors que cette proportion est de 34 % en Suisse alémanique. En Suisse italienne, elle est de 39 %. Ces différences indiquent des attentes divergentes vis-à-vis de la régulation étatique et concordent avec d'autres conclusions du Baromètre Numérique, selon lesquelles la Suisse romande tend à approuver davantage les interventions réglementaires (cf. chapitre 4 sur les dilemmes numériques, en particulier entre la liberté d'expression et la régulation de la désinformation et des discours de haine). Indépendamment des régions linguistiques, les entreprises sont relativement rarement citées comme principales responsables (18 %).

Lors des ateliers qualitatifs d'experts, il a également été souligné que l'État avait un rôle central à jouer dans la conception. Dans le même temps, les experts estiment que la responsabilité de la mise en œuvre concrète incombe davantage aux entreprises, notamment parce que celles-ci sont plus proches du développement et de l'exploitation des services numériques.

L'enquête révèle un potentiel considérable pour le développement de solutions numériques «Made in Switzerland» dignes de confiance, tant au niveau des infrastructures que des logiciels et des normes. Ce potentiel, qui reste à exploiter, repose sur une confiance déjà existante dans les offres locales, mais qui doit être développée de manière ciblée. Lors de l'atelier qualitatif d'experts, il a été souligné à cet égard qu'une utilisation stratégique de ce «Made in Switzerland» dans l'espace numérique n'est pas automatique, mais nécessite des investissements ciblés dans la confiance, les normes et l'infrastructure numérique. L'origine ne sera un atout numérique que si elle s'appuie sur des critères de qualité solides, et non sur une simple étiquette symbolique.

Les appels d'offres publics, qui tiendraient davantage compte des prestataires suisses et européens, constitueraient un levier central pour promouvoir le «Made in Switzerland» dans l'espace numérique. Cela permettrait de créer une demande structurante et de soutenir le développement d'un écosystème numérique local viable. D'autres approches évoquées lors des discussions comprenaient notamment la création d'un «App Store suisse» ou d'une offre de cloud suisse comme solutions alternatives en matière d'infrastructure et de plateformes. Les experts ont souligné que le label «Made in Switzerland» et la confiance qui y est associée offrent de réelles opportunités qu'il convient encore d'exploiter. À cet égard, il est important de ne pas se concentrer uniquement sur les logiciels et les solutions technologiques, mais d'inclure également les infrastructures, les normes (par exemple les API) ainsi que les capacités de calcul locales (serveurs).

Dans ce contexte, la politique joue un rôle central, notamment dans la définition de lignes directrices et la promotion d'un écosystème numérique fonctionnel. Dans le même temps, il convient de souligner que l'atteinte de la souveraineté numérique dépend de la collaboration avec les entreprises privées et la société civile. Lors de l'atelier d'experts, il a également été souligné que l'État et l'économie doivent promouvoir l'innovation conjointement. Une coopération ciblée et axée sur l'intérêt général entre les différents acteurs offre donc l'opportunité d'instaurer la confiance, de mettre en commun les atouts existants et de promouvoir l'innovation de manière durable.

La confiance s'avère être un levier central pour le progrès. Elle peut être renforcée par des processus transparents, une communication claire sur les technologies et l'utilisation des données, ainsi que par des formats participatifs. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les conditions sont réunies pour une impulsion créatrice active – il est essentiel d'en tirer parti par une action coordonnée et une orientation stratégique claire.

6_Conclusion

Les résultats du Baromètre Numérique 2026 dressent un tableau nuancé de la Suisse numérique, entre transformation technologique, évolution des compétences numériques, incertitudes sociétales et besoin croissant de dialogue et d'orientation.

La transformation numérique de la Suisse a connu ces dernières années une profonde mutation, notamment grâce aux innovations dans le domaine de l'IA, qui se reflète tant dans la perception de la population que dans les défis structurels. Depuis le premier Baromètre Numérique de 2019, on observe une ambivalence croissante: alors que la numérisation semble toujours avoir un impact majoritairement positif sur la qualité de vie individuelle et l'économie, le scepticisme quant à ses conséquences sociétales l'emporte pour la première fois au sein de la population. Dans le même temps, il apparaît que la population suisse, bien qu'elle reste ambivalente face aux opportunités de l'intelligence artificielle, les considère néanmoins avec un optimisme croissant: en Suisse alémanique, la moitié des personnes interrogées estime que les opportunités de l'IA l'emporteront sur les risques d'ici cinq ans. Mais cette confiance varie considérablement: alors que les secteurs de l'industrie et de la production ont déjà accumulé des expériences positives avec l'IA et se montrent très confiants, le scepticisme l'emporte par exemple en Suisse italienne. Par ailleurs, ce sont surtout les jeunes, les personnes hautement qualifiées et les employés du secteur des services qui s'attendent à des changements profonds liés à l'IA sur leur lieu de travail, tandis que les générations plus âgées et les personnes moins qualifiées se montrent plus réservées à cet égard. Ces différences montrent à quel point la perception du changement technologique dépend des expériences personnelles, des attitudes et de l'influence des médias.

La fracture numérique reste un défi majeur. 38 % de la population ne dispose pas des compétences numériques de base. Ce sont notamment les personnes peu instruites, les personnes très âgées et celles touchées par la pauvreté qui en ressentent les effets. Dans le même temps, l'utilisation de l'IA générative est passée de 50 % à 75 % en seulement deux ans. Les compétences d'utilisation correspondantes sont bien présentes. Cette apparente contradiction montre que non seulement la technologie, mais aussi les exigences en matière de compétences numériques évoluent à un rythme effréné. Il est particulièrement frappant de constater que la proportion de personnes ne disposant pas des compétences numériques de base a considérablement augmenté, tant chez les très jeunes que chez les personnes hautement qualifiées.

Nous n'interprétons pas cette évolution comme un recul, mais comme le signe que le BaromètreNumérique ne mesure probablement plus exactement les compétences de base qui sont réellement pertinentes dans un monde désormais façonné par l'IA. Il convient de mener une réflexion de fond sur les compétences numériques: avons-nous encore besoin, dans notre quotidien numérique, des compétences d'utilisation «classiques», ou faut-il plutôt accorder plus d'importance aux compétences adaptatives en matière d'IA? Dans ce contexte, nous avons développé une échelle d'IA basée sur l'auto-évaluation et l'avons utilisée pour la première fois dans le Baromètre-Numérique 2026. Dans l'ensemble, les résultats obtenus auprès de la population totale se sont révélés étonnamment positifs. Il est possible, que l'IA, dans le domaine de l'inclusion numérique, ne crée pas seulement des défis, mais puisse aussi jeter des ponts: en offrant un accès facile à la participation numérique, elle pourrait ouvrir de nouvelles voies d'inclusion, en particulier pour les groupes moins à l'aise avec la technologie. Pour que ce potentiel puisse se réaliser, il est particulièrement important, pour ces groupes de population, d'investir non seulement dans les compétences d'utilisation, mais aussi dans le renforcement des connaissances de base dans le domaine de l'IA.

Le BaromètreNumérique révèle également un profond besoin de confiance et de maîtrise des services numériques. Alors que 46 % de la population considère l'absence de souveraineté numérique comme une faiblesse de la Suisse, on observe parallèlement une forte confiance dans les solutions locales: 83 % des personnes interrogées feraient davantage confiance à un label «Made in Switzerland» pour les services numériques qu'à des prestataires internationaux. En particulier, pour les applications sensibles liées aux droits fondamentaux, telles que l'e-ID ou le vote électronique, l'État bénéficie d'une confiance nettement supérieure à celle des entreprises privées, avec 56 % d'avis favorables. Cela souligne l'attente selon laquelle l'État doit fixer les conditions-cadres et montrer l'exemple, tandis que le secteur privé peut instaurer la confiance grâce à des solutions à la fois transparentes et fiables, notamment en proposant des solutions solides.

Une autre conclusion centrale du BaromètreNumérique est le consensus social en faveur de règles claires contre la désinformation et l'incitation à la

haine – même si cela se fait en partie au détriment de la liberté d'expression. Les générations plus âgées et la Suisse romande soutiennent particulièrement cette position, tandis que les plus jeunes ont une opinion plus ambivalente quant à ce conflit d'objectifs. Le débat actuel autour de la loi sur les plateformes de communication montre à quel point il est important de protéger les valeurs démocratiques fondamentales dans l'espace numérique. Il apparaît clairement ici que des processus participatifs impliquant la société civile, l'économie et la politique sont nécessaires.

Ce que l'on appelle le «paradoxe de la vie privée» met en évidence un autre défi: bien que 76 % de la population considère la protection des données comme une priorité, on constate souvent dans la vie quotidienne un fossé entre les attitudes et les actes. Les raisons sont multiples, mais il est clair que la sensibilisation seule ne suffit pas. Il faut des solutions concrètes qui permettent de vivre la protection des données comme une norme évidente.

L'avenir numérique de la Suisse dépendra de la capacité à concilier progrès technologique et inclusion sociale, à allier souveraineté locale et compétitivité mondiale, et à harmoniser innovation et réglementation fondée sur des valeurs. L'étude montre que la population procède activement à cette mise en balance et qu'elle est également prête à faire des compromis – il s'agit désormais de traduire cette volonté en solutions concrètes. Concrètement, cela signifie notamment mettre en place des programmes ciblés pour promouvoir les compétences numériques et en IA dans l'éducation et la formation continue, élaborer des lignes directrices transparentes et compréhensibles pour l'utilisation de l'IA dans l'administration et l'économie, ainsi que renforcer de manière ciblée les infrastructures de données fiables et les plateformes numériques publiques. En complément, des laboratoires d'expérimentation et des projets pilotes permettent de tester les nouvelles technologies en situation réelle et de construire une adhésion sociale plus large, tandis que des formats participatifs associent directement la population à leur conception. Il sera déterminant non seulement de discuter de ces approches, mais aussi de les traduire concrètement en mesures politiques et sociales.

7_Méthode

Le Baromètre Numérique 2026 concentre son analyse sur les thèmes suivants: «Suisse numérique: forces, faiblesses et tendances», «Les compétences numériques au centre de l'attention», «La Suisse face aux dilemmes numériques» et «Monde numérique: confiance et responsabilité.

Sur la base des conclusions du BaromètreNumérique de l'année dernière et de questions d'actualité pertinentes pour la pratique, une enquête quantitative en ligne représentative de la Suisse a été menée pour les thèmes abordés dans cette édition. Certains résultats de l'enquête quantitative auprès de la population ont été approfondis et contextualisés de manière qualitative lors de deux ateliers réunissant des expert·e·s issus de différentes régions linguistiques et de divers secteurs de la société.

Les rapports ainsi que les données brutes de toutes les études Baromètre-Numérique réalisées jusqu'à présent peuvent être téléchargés en ligne sur www.digitalbarometer.ch.



Étude quantitative

L'enquête en ligne représentative portant sur les quatre thèmes «Suisse numérique: forces, faiblesses et tendances», «Les compétences numériques au centre de l'attention», «La Suisse face aux dilemmes numériques» et «Monde numérique: confiance et responsabilité» a été réalisée entre le 28 novembre et le 23 décembre 2025. YouGov a été mandaté pour la collecte et l'analyse des données. Les résultats s'appuient sur 1278 réponses. Celles-ci ont été modélisées et pondérées selon des variables sociodémographiques et géographiques (notamment l'âge, le niveau de formation, le sexe, la taille du ménage et la région linguistique). Cette méthode permet d'obtenir une représentativité élevée de la population résidente de Suisse âgée de 16 ans et plus. La marge d'erreur statistique des estimations basées sur l'échantillon total est de +/- 2,78 points de pourcentage. L'ensemble des données et le rapport de recherche sont librement accessibles en OpenData sur le site web du BaromètreNumérique (www.digitalbarometer.ch).

Pour mesurer les compétences numériques, nous nous appuyons sur les cadres de référence européens DigComp 2.0 et 3.0. Dans cette édition du BaromètreNumérique, nous évaluons les compétences numériques de base pour la deuxième fois, après la première enquête réalisée en 2024. Pour des raisons de comparabilité, nous n'avons pas modifié l'indice. Pour mesurer les compétences en IA, nous avons développé notre propre grille d'évaluation, qui est utilisée pour la première fois auprès du grand public dans le cadre de cette édition. Les mesures sont expliquées en détail ci-dessous.

Compétences numériques de base

Pour élaborer l'indicateur de mesure des compétences numériques de base, nous nous sommes inspirés du cadre de référence européen 2.0 (*Vuorikari, Kluzer et Punie 2022 ainsi que Vuorikari et al. 2022*), qui est également utilisé en Suisse. Selon ce modèle, une personne dispose de compétences numériques de base lorsqu'elle possède au moins une compétence numérique fondamentale dans chacun des cinq domaines de compétence. Ces cinq domaines sont les suivants: maîtrise de l'information et des données (p. ex. rechercher des informations sur Internet), communication et collaboration (p. ex. envoyer un message via une messagerie instantanée), création de contenus

numériques (p. ex. prendre une photo avec un smartphone), résolution de problèmes (p. ex. installer une application) ainsi que sécurité et vie privée (p. ex. effectuer une mise à jour de sécurité). L'auto déclaration est considérée comme une «compétence de facto». Cela signifie que toute personne déclarant avoir effectué l'activité est supposée disposer de la compétence correspondante.

Nous avons posé les questions suivantes à la population:

Parmi les activités suivantes, lesquelles avez-vous réalisées au cours des trois derniers mois?

- Recherché des informations sur des produits, des biens ou des services par voie numérique (par exemple sur Internet ou via des applications)
- Lecture de médias numériques (par exemple, sites d'actualités en ligne ou via des applications, journaux et magazines)
- Communiqué avec d'autres personnes par e-mail, SMS ou messagerie instantanée (p. ex. WhatsApp, MS Teams)
- Échangé avec d'autres personnes ou partagé du contenu sur les réseaux sociaux (par exemple via TikTok, Facebook, YouTube)
- Utilisé un logiciel de traitement de texte et/ou un tableur (par exemple Word, Excel)
- Modifié ou créé des fichiers photo, vidéo ou audio
- Acheté des biens ou des services sur des sites web
- Effectué des paiements via un canal numérique (p. ex. e-banking, titre de transport, Twint, etc.)
- Mesures visant à empêcher la collecte et l'analyse d'informations personnelles (par exemple, refus ou paramétrage des cookies)
- Protéger mes appareils numériques contre les cybermenaces (p. ex. créer une sauvegarde, effectuer des mises à jour, ne pas ouvrir un e-mail suspect)

Compétences en IA

En nous appuyant sur la définition de *Long et Magerko (2020, p. 2)*, nous entendons par «compétences en IA» un ensemble de compétences qui permettent aux individus d'évaluer de manière critique les technologies d'IA, de communiquer et de collaborer efficacement avec l'IA, ainsi que d'utiliser l'IA comme un outil. Que ce soit en ligne, à la maison ou sur le lieu de travail. Les compétences en IA englobent trois dimensions centrales: les connaissances (compréhension fondamentale des modes de fonctionnement, des potentiels et des limites de l'IA), les aptitudes à l'utilisation (compétences pratiques dans l'utilisation des applications d'IA) ainsi que les attitudes et la réflexion critique vis-à-vis de l'IA. Ces trois dimensions s'inspirent conceptuellement du Cadre européen des compétences numériques (*DigComp 3.0, 2025*) et sont chacune subdivisées en cinq domaines de compétences mentionnés ci-dessus (voir «Compétences numériques de base»).

Cette structure confère à notre modèle de compétences en IA une dimension multidimensionnelle. Il prend en compte de manière égale les aspects cognitifs, pratiques et normatifs. Pour chacune de ces dimensions, nous avons posé cinq questions, chacune se rapportant à un domaine de compétence spécifique. Les personnes interrogées ont évalué chaque item sur une échelle à quatre niveaux allant de «tout à fait d'accord» à «pas du tout d'accord». Les données recueillies sont des auto-évaluations des personnes interrogées. Les items ne visaient donc pas à mesurer objectivement les compétences, mais à évaluer la perception subjective de leurs propres connaissances, aptitudes et attitudes face à l'IA.

Nous avons posé les questions suivantes à la population:

Dimension «Connaissances»:

1. Je suis capable d'expliquer dans les grandes lignes ce qu'est l'intelligence artificielle et comment elle fonctionne (p. ex. chatbots, systèmes de recommandation algorithmiques).
2. Je suis capable d'évaluer comment les contenus générés par l'IA peuvent influencer ma communication et ma formation d'opinion dans les espaces en ligne.
3. Je suis conscient(e) qu'il est difficile de distinguer les contenus générés par l'IA de ceux créés par des humains (par exemple images, textes).
4. Je sais dans quels domaines les technologies d'IA sont actuellement utilisées de manière ciblée à des fins frauduleuses.
5. Je sais que la qualité des systèmes d'IA dépend fortement de la manière dont ils ont été entraînés et des données utilisées (qualité des données).

Dimension «Compétences d'application»:

1. Je sais comment obtenir les réponses souhaitées de la part de chatbots basés sur l'IA (par exemple ChatGPT, Lumo) grâce à des prompts ciblés.
2. Je peux donner un retour d'information ciblé à un système d'IA (par exemple via des «likes», des notes, des balises) afin d'influencer ses prochaines suggestions (par exemple des recommandations similaires).
3. Je sais utiliser des outils d'IA pour créer des textes, des images ou d'autres contenus.
4. Je sais comment ajuster mes paramètres dans les applications ou sur les plateformes pour contrôler les données que les systèmes d'IA collectent ou utilisent à mon sujet (par exemple, activer ou désactiver la localisation sur mon téléphone).
5. Je vérifie l'exactitude des contenus générés par l'IA (par exemple, traductions, textes) et je consulte d'autres sources en cas de doute.

Dimension «Paramètres et réflexion critique sur l'IA»:

1. Je suis conscient que les contenus générés par l'IA peuvent influencer les perceptions et les débats de l'ensemble de la société (par exemple, par la diffusion de fausses informations ou de messages politiques).
2. Je réfléchis au fait que les décisions prises par l'IA sont délicates dans certains domaines (par exemple, les décisions judiciaires, les processus de recrutement, les recommandations de traitements médicaux).
3. Je trouve nécessaire de prendre en compte les aspects éthiques lors du développement et de l'utilisation de l'IA (par exemple, la transparence, l'accessibilité, l'équité).
4. Je pense que les développements de grande envergure dans le domaine de l'IA soulèvent de nouvelles questions de sécurité (par exemple, la dépendance vis-à-vis des géants technologiques, la forte consommation d'énergie des centres de données).
5. J'ai l'intention de me former en permanence sur les développements dans le domaine de l'«IA» et de me tenir informé en permanence des dernières avancées.

Le présent rapport présente les valeurs moyennes pour chaque dimension.

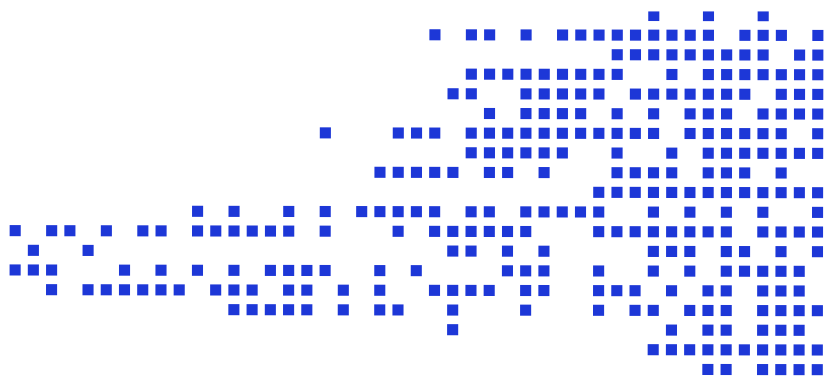
Approfondissement qualitatif

Certains résultats du Baromètre Numérique 2026 ont fait l'objet d'un approfondissement qualitatif lors de deux ateliers organisés en Suisse alémanique et en Suisse romande.

D'une part, nous avons rencontré en mars 2026 neuf expert·e·s issus de différents domaines de la société civile, de l'administration publique, de l'économie et de la science: Astrid Strahm (Administration numérique Suisse), Beat Fluri (Adnovum), Christian Laux (Swiss Data Alliance), David Sommer (Société numérique), Erica Dubach Spiegler (canton de Zürich), Marc Holitscher (Microsoft), Sandro Scalco (Fondation pour la démocratie directe), Sascha Schneider (Université de Zürich) et Susanne Schumacher (Haute école des arts de Zürich).

Le 17 mars 2026, nous avons organisé un deuxième atelier à Lausanne avec neuf autres expert·e·s: Alexander Finger (SAP), Dimitri Besnard (canton de Vaud), Estelle Pannatier (AlgorithmWatch), Jean-Luc Beuchat (Swiss Digital Center), Jérôme Berthier (Deeplink.ai), Marie-Laure Gallez (Innovaud), Olivier Crochat (Center for Digital Trust (C4DT), EPFL), Pascal Marmier (Unlimitrust Campus by SICPA) et Sarah Dégallier Rochat (Haute école spécialisée bernoise).

Au cours des deux ateliers, les résultats de l'enquête quantitative ont été discutés, interprétés et les premières implications en ont été tirées.



Bibliographie

Calendo, L. & Rutz, S. (2018). *Regulatorischer Röstigraben – Warum die Romandie im Avenir-Suisse-Freiheitsindex schlechter abschneidet*. Avenir Suisse.

https://www.avenir-suisse.ch/freiheitsindex_regulatorischer-roestigraben/

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK). (2025). *Neues Gesetz über Kommunikationsplattformen und Suchmaschinen: Start der Vernehmlassung*.

<https://www.uvek.admin.ch/de/newsb/6TmEAde4htulaWG9CWYtK>

Eurostat. (2025). *Towards Digital Decade targets for Europe*.

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Towards_Digital_Decade_targets_for_Europe

Frick. (2026). *Bereits drei Viertel der Bevölkerung nutzen KI-Helfer wie ChatGPT & Co. Comparis*.

<https://www.comparis.ch/publikationen/mitteilungen/2026/04/bereits-drei-viertel-der-bevoelkerung-nutzen-ki-helfer-wie-chatgpt-co->

Internet-Initiative. (o. J.). *Jetzt unterschreiben. Internet-Initiative*.

<https://www.internet-initiative.ch/>

Kläui, J. & Siegenthaler, M. (2025). *KI und der Schweizer Arbeitsmarkt: Erste Evidenz zu Auswirkungen auf Arbeitslosigkeit und Stellenausschreibungen*. KOF Institut, ETH Zürich.

<https://kof.ethz.ch/news-und-veranstaltungen/kof-news/2025/10/kuenstliche-intelligenz-hinterlaesst-deutliche-spuren-auf-dem-schweizer-arbeitsmarkt.html>

Norberg, P. A., Horne, D. R., & Horne, D. A. (2007). *The privacy paradox: Personal information disclosure intentions versus behaviors*. *Journal of Consumer Affairs*, 41(1), 100–126.

<https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2006.00070.x>

Ozdemir, S., Wynn, M., Metin, B. (2023). *Cybersecurity and Country of Origin: Towards a New Framework for Assessing Digital Product Domesticity*. *Sustainability*. 15. 87.

<https://doi.org/10.3390/su15010087>

Risiko Dialog. (2024). *DigitalBarometer 2024*. Risiko-Dialog.
<https://doi.org/10.5281/ZENODO.14710770>

Risiko-Dialog. (2025). *DigitalBarometer 2025*. Risiko-Dialog.
https://www.digitalbarometer.ch/uploads/2025/2025_DB_D.pdf

Scharowski N., Benk M., Kühne S.J., Wettstein L., Brühlmann F. (2023). *Certification Labels for Trustworthy AI: Insights From an Empirical Mixed-Method Study*. In 2023 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency (FAccT '23).
<https://doi.org/10.5281/zenodo.15591163>

SRF. (2026). *SRF-Jahresbilanz 2025: 33,4 Prozent Marktanteil im TV, 46,5 Prozent im Radio*.
<https://medien.srf.ch/-/srf-jahresbilanz-2025-33-4-prozent-marktanteil-im-tv-46-5-prozent-im-radio>

Suisse Romande. (2025). *Bref tour d'horizon des audiences de la RTS en 2024*.
https://ssrsr.ch/a_la_une/audiences-rts-les-podcasts-sont-en-nette-progression/

Vuorikari R., Jerzak N., Karpinski Z., Pokrepek A. und Tudek J. (2022). *Measuring Digital Skills across the EU: Digital Skills Indicator 2.0*, EUR 31193 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, ISBN 978-92-76-55856-9, doi:10.2760/897803, JRC130341

Vuorikari, R., Kulzer, S. und Punie, Y. (2022). *The Digital Competence Framework for Citizens – With new examples of knowledge, skills and attitudes*, EUR 31006 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, ISBN 978-92-76-48882-8, doi:10.2760/115376, JRC128415.

Waldman, D. A., Siegel, D. S., & Stahl, G. K. (2020). *Defining the socially responsible leader: Revisiting issues in responsible leadership*. *Journal of Leadership & Organizational Studies*, 27(1), 5–20.
<https://doi.org/10.1177/1548051819872201>

